

1 / Septembre 1

SJ

5606 Rab

Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Région SUD-OUEST
(Bureau du Personnel)

11 p.
Par note du 12 septembre, vous m'avez communiqué pour avis une lettre de M^e DELETANG, Directeur de Contentieux, à Bordeaux, par laquelle celui-ci nous demande, au nom de sa cliente, Madame CONGE, de lui indiquer le salaire actuel de l'élève mécanicien CONGE, en détaillant le salaire proprement dit, les indemnités, primes, allocations, etc..

Madame CONGE, qui est en instance de divorce, désire avoir ces renseignements en vue de faire valoir ses droits contre son mari.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'y a pas lieu de réserver une suite favorable à la demande de M^e DELETANG.

La S.N.C.F. a pour principe de ne pas s'immiscer dans les différends d'ordre privé de son personnel, et il ne pourrait être donné satisfaction à la demande présentée que sur autorisation écrite de notre agent ou sur réquisition de justice.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

V. J. : Mury

Région du SUD-OUEST

DIRECTION

Bureau du Personnel

PARIS, 12 SEP 1941



LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

à Monsieur Le Chef du Contentieux,

11

J'ai l'honneur de vous adresser, en communication, le dossier ci-joint concernant le paiement de l'allocation familiale à Mme CONGE, épouse en instance de divorce d'un élève-mécanicien de Bordeaux-St-Jean.

Dans sa lettre du 14 août, M. DELETANG, mandataire de Mme CONGE exprimant le désir de connaître le montant détaillé du salaire perçu par M. CONGE, je vous serais obligé de m'indiquer si nous pouvons déférer à sa demande.

File

M. Rabau

13.9.41

F

A.G.

3312 R

*Remonté de remington
sur solon*

24 février 8

Madame,

En réponse à votre lettre du 17 février 1938, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne nous est pas possible de vous adresser les renseignements demandés au sujet de votre mari.

La Société Nationale des Chemins de fer français a, en effet, pour principe absolu de ne jamais intervenir dans les affaires privées de ses agents et dans leur difficultés familiales.

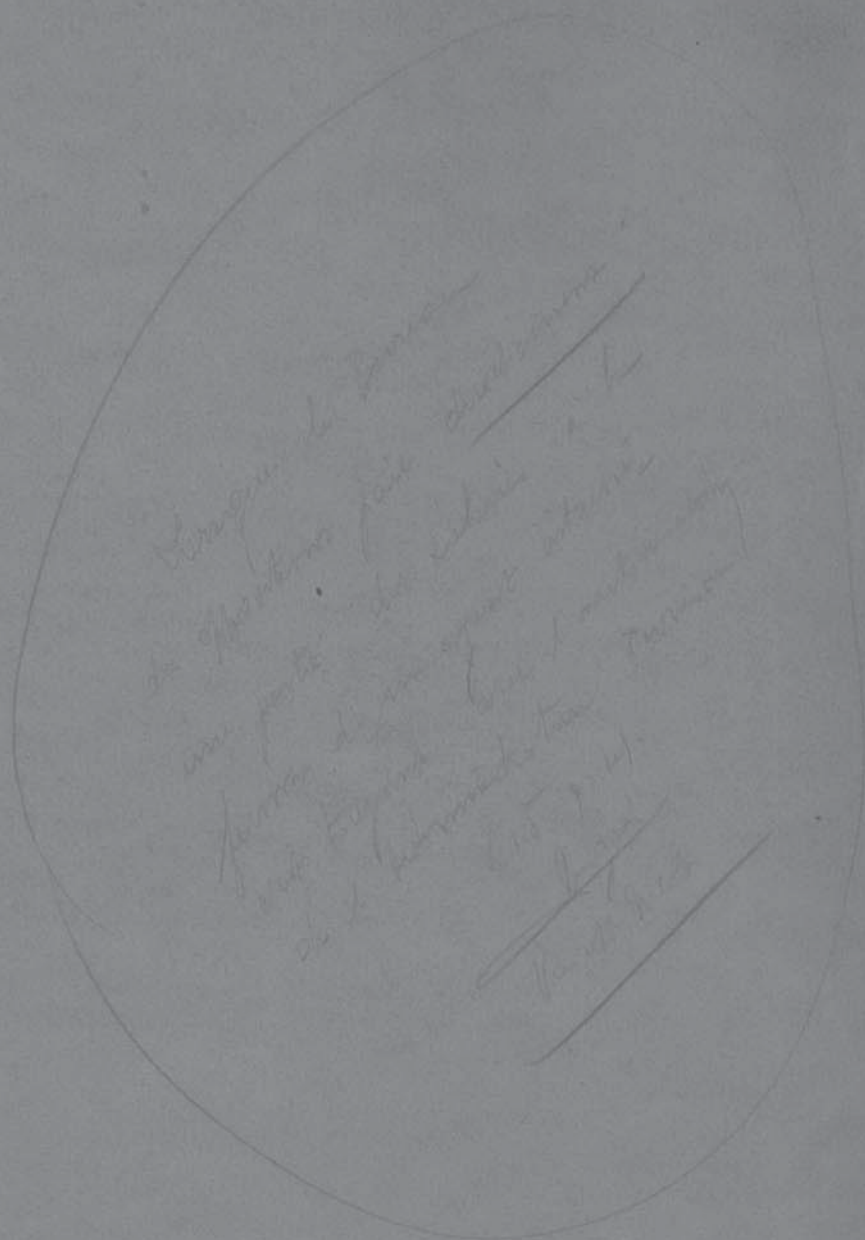
En conséquence les précisions que vous sollicitez ne pourraient, à défaut d'autorisation écrite de l'intéressé, être données que sur réquisition de justice.

Veuillez agréer, Madame, l'hommage de mes sentiments respectueux.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé : AURENGE

Madame Désiré LECLAIR,
Hameau des Pâtis,
MERY-CORBON (Calvados).



Lequel de ces
de l'opposition pour l'indemnité
une partie de celui-ci
pour les dépenses faites
pour l'indemnité
de l'indemnité
L. 17
L. 17
L. 17

11 septembre 41

SJ
5607^{Co}

VR.: 3.505 P 41/5

Monsieur l'Ingénieur en Chef du Matériel
et de la Traction de la Région de l'EST

Comme suite à votre lettre du 12 courant, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à mon avis, il convient, avant de déférer à la demande de la Reichsbahn, d'obtenir de l'Administrateur provisoire des biens de M. WILLMANN, l'autorisation de retenir sur les salaires de notre agent interné une certaine somme destinée à être versée directement à M^{me} WILLMANN.

Il appartient, en effet, à l'Administrateur provisoire - qui, en vertu de la loi du 30 juin 1938 a seul qualité pour encaisser les sommes dues à l'interné - d'apprécier s'il y a lieu, vu les circonstances, d'adopter le mode de règlement proposé et de fixer le montant de la somme qui sera mise ainsi à la disposition de Madame WILLMANN.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé : Aurenge .

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Midi, Nord, P.L.M., P.O.).

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau

Dossier N°

5.607-60

(Prière de rappeler dans la réponse)
les indications ci-dessus)

PARIS, LE

193

45, rue Saint-Lazare (9^e)

TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

Votre référence :
2^e S. 505 - F. 21/5
— x —

Monsieur l'Ingénieur en Chef
des Matériel et de la Traction
de la Région de l'Est.
— x —

Bonne nuit à votre lettre du
12 courant, j'ai l'honneur de vous
faire savoir qu'à mon avis, il convient
avant de déférer à la demande de
la Reichsbahn, d'obtenir, de
l'Administration provisoire des biens
de M^{re} Willmann, l'autorisation de
retenir sur les salaires de notre agent
intérimaire une certaine somme destinée
à être versée directement à ~~sa femme~~
M^{re} Willmann.

Il appartient en effet à l'Adminis-
-tration provisoire - qui, en vertu
de la loi du 30 juin 1838 a seul
qualité pour caisser les sommes dues
à l'intérimaire - d'apprécier s'il y a lieu
ou les circonstances,

d'adopter le mode de règlement proposé,
et de fixer le montant de la somme
qui sera mise ainsi à la disposition
de Madame Willmann.

Le chef des Lombardiens

Paris, le 12 septembre 1941

MATÉRIEL ET TRACTION

URGENT

5607

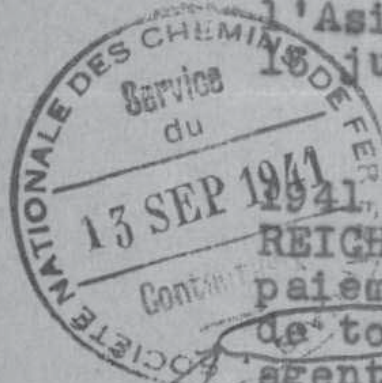
N° 3505 P.41/5

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux

BUREAU DU PERSONNEL

5607

M. WILLMANN, Emile, Employé de l'ancienne Sous-Direction de Strasbourg muté au dépôt de Vaires, est interné à l'Asile Ste-Anne à Paris, depuis le 16 juin 1940.



Par lettre en date du 3 septembre 1941, dont ci-joint la traduction, la REICHSBAHN nous demande de suspendre le paiement à l'Administration des Asiles de tout ou partie de la solde de notre agent et de lui indiquer le montant des sommes impayées pour lui permettre d'en assurer le service à Mme WILLMANN, qui a regagné STRASBOURG.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître, d'urgence, les suites que nous devons donner à cette demande.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

A handwritten signature, likely of the Chief of Service, written in ink.

A handwritten signature and the date "Lui 20-6-41" written in ink.

A handwritten signature "h. Képis" and a large checkmark drawn in ink.

CHEMINS DE FER ALLEMANDS
à KARLSRUHE
Bureau 1 H
à STRASBOURG
(Alsace)
Kronenburgerring N° 3

A la S.N.C.F., Région de l'EST, Comptabilité M.T.
PARIS

par la W.V.D. à Paris, 29, rue de Berri
N° 1 H 3 - MT (ELS) du 3 septembre 1941.

Objet : Rémunération d'agents alsaciens restés en France
Participation à l'entretien d'une famille d'un malade mental.

Nous vous faisons savoir que Mme WILLMANN, Henriette, née THONIEL, le 8 août 1941 est retournée à STRASBOURG avec ses 3 jeunes filles. Elle est l'épouse de l'employé (échelle 8) WILLMANN, Emile, de l'ancienne Sous-Direction de Strasbourg, soigné depuis longtemps (août 1940) à l'hôpital psychiatrique Ste-Anne à Paris, rue Cabanis et qui avait été muté, pendant la guerre, au dépôt de Vaires.

En vertu des règlements de la S.N.C.F., la solde de cet agent a été versée, à partir de son internement à l'asile précité à l'Administrateur provisoire des biens des aliénés, 2, rue Lobau à Paris, qui en laissait alors une partie à la femme WILLMANN.

En raison de la législation sur les devises, il sera toutefois impossible de payer à Mme WILLMANN des montants quelconques en provenance de France, de sorte qu'elle doit être assistée par les Autorités locales.

Nous vous prions donc de suspendre le paiement à l'Administrateur précité de la part du traitement de l'époux à laquelle a droit Mme WILLMANN et de nous indiquer le montant de cette part, afin que nous puissions payer à Mme WILLMANN les ressources mises par vous à disposition.

Etant donné que Mme WILLMANN se trouve dans une situation nécessitante, nous vous serions obligés pour une rapide solution de cette affaire.

Signatures.

- Vente d'un tricot
comme prise de guerre

- Reinscriptions au pftu

Plan trimestriel de
droit civil

juillet - septembre 1942

juin prochain p. 299

5608

Lui 27. 10. 41.

Objets abandonnés
dans entreprises de transport -
Vente par le Donorine
Suis rursé au secours
national.

J.O. 30. 10. 41.

pc 4599

Von Jungt Et Civil Wassy

J. P. 20. 6. 42

sur tracteur rendu par les Allemands
Bewirtschaftung der Jhr

24 Septembre 41

SJ

5608^{Leg}*général de division*

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région de l'EST

Comme suite à votre lettre "Division des Etudes"
5ème Section, N° 2982 E.5 B.I. du 13 courant, j'ai l'hon-
neur de vous faire connaître que l'article 2279 du Code
Civil dispose :

"En fait de meubles, la possession vaut titre.

"Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel il a été vol-
lé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à
compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans
les mains duquel il la trouve; sauf à celui-ci son re-
cours contre celui duquel il la tient".

L'article 2280 du Code Civil apporte toutefois une
exception au principe posé par le deuxième alinéa ci-des-
sous.

Cet article précède en effet, que :

"Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue
l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans
une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses
pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la fai-
re rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle
a coûté".

Le char à pont ayant été acheté par M. CHARLIER MANIEL
dans une vente publique organisée par l'Administration
des Domaines, il n'est pas douteux que le détenteur actuel
est fondé à invoquer les dispositions de l'article 2280
ci-dessus.

42

Si, en conséquence, M. CHARLIER-MANTEL a l'obligation de remettre le char à pont à la S.N.C.F., en cas de revendication, celle-ci, par contre, doit lui rembourser le prix d'achat du véhicule.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé: J. Aureau

SJ

5608 Leg

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région de l'Est,

Comme suite à votre lettre "Division des
Etudes" 5^e Section, n° 2982 E.5 B.I. du 13 courant,
j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article
2279 du Code civil dispose:

" En fait de meubles, la possession vaut
" titre.

" Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel il
" a été volé une chose, peut la revendiquer pendant
" trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol,
" contre celui dans les mains duquel il la trouve; sauf
" à celui-ci son recours contre celui duquel il la
" tient."

L'article 2280 du code civil apporte toute-
fois une exception au principe posé par le deuxième
alinéa ci-dessous.

Cet article précise, en effet, que:

" Si le possesseur actuel de la chose ~~perdue~~
" volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans
" un marché, ou dans une vente publique, ou d'un mar-
" chand vendant des choses pareilles, le propriétaire
" originaire ne peut se la faire rendre qu'en rembour-
" sant au possesseur le prix qu'elle a coûté."

Le char à pont ayant été acheté par M. Charlier-
Mantel dans une vente publique organisée par l'Adminis-
tration des Domaines, il n'est pas douteux que le

23/9

...

*Grands Réseaux
des Chemins de Fer Français*

(Est, Etat, Nord, P.L.M., P.O.-Midi)

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

45, Rue St Lazare
Paris - IX^e

détenteur actuel est fondé à invoquer les dispositions
de l'article 2280 ci-dessus.

Si, en conséquence, M. Charlier-Mantel a
l'obligation de remettre le char à pont à la S.N.C.F.,
en cas de revendication, celle-ci, par contre, doit
lui rembourser le prix d'achat du véhicule.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

SA

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS de FER FRANÇAIS
RÉGION CENT
EXPLOITATION
Division des Études
5^{me} Section



Dr. 3233

Paris, le 13 SEPT. 1941

Monsieur le Chef du
Service du Contentieux
45, rue St. Lazare

PARIS

(9°)

N° 982 E5B1.

Nous sommes avisés que Monsieur Charlier-Montel demeurant à Courtisols (Marne) possède un char à pont type Savoie estampillé "Wez Thuisy" qu'il a acheté dans une vente organisée par les "Domaines". Ces renseignements ont été confirmés par M. Adnet, maire de Courtisols.

L'engin en question a disparu de la gare de Wez Thuisy pendant l'évacuation de 1940 et Monsieur Charlier-Montel serait disposé à restituer le char à pont si toutefois les frais d'acquisition lui étaient remboursés.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître l'attitude qu'il convient de prendre vis à vis de l'intéressé pour que la S.N.C.F. puisse rentrer en possession de cet engin.

Pour le Chef du Service de l'Exploitation
Le Chef de la Division des Études

M. Legris
15-9-41

5608 Lig.
Bonhomme à Paris
à la suite de
l'ir. de
protection

M. Viney

Telephone après étude à M.
Biche, 105 Fmanias, no 487
Trunk 73-00 -

Question -

Le délai de prescription vs chèques
et celle vs effets de Commerce
et il suspendu pendant la durée
vs hostilités?

Indiquer date & type de la
loi de suspension vs délais.

1/9-41

J

V. Loi 24 sept 40
7.0.26 sept. 200

D. 20 mai 1940.

7.0.30 mai - p. 4.046

~~Lei 16 juillet 1940 *~~

~~J.O. 17 juillet 1940~~

~~Lei 20 août 1940 *~~

~~J.O. 21 août 1940~~

~~D. 31 août 1940~~

~~J.O. 1^{er} sept~~

~~Lei 24 sept. 1940 *~~

~~J.O. 2 oct. 1940~~

~~Lei 20 sept. 1940 *~~

~~J.O. 10 oct. 1940~~

~~Lei 27 sept. 1940 *~~

~~J.O. 24 oct. 1940~~

~~Lei 31 oct. 1940 oct.~~

~~Lei 29 oct. 1940 *~~

~~J.O. 3 nov. 1940~~

~~Lei 4 mai 1941 *~~

~~J.O. 25 mai 1941~~

D. 1st sept. 1939 - J.O. 2 sept. 39 x

D. 8 sept. 1939 .x

J.O. 9 sept. 39

~~D. 5 nov. 1939. J.O. 14 nov. 39 x~~

D. 29 nov. 1939. J.O. 17 X^{on} 39 x

~~D. 29 nov. 1939 J.O. 17 X^{on} 39 P₂ (2)~~
nov. 21 X^{on} 39

~~D. 20 nov. 1940 J.O. 24 nov. 40. x~~

D. 26 nov. 1940 J.O. 30 nov. 40

next - D. 10 dec. 40. x

J.O. 11 dec. 1940

~~D. 26 nov. 1940 - J.O. 30 nov. 1940 x~~

~~next - J.O. 10 dec. 40 - J.O.~~

~~11 dec. 1940~~

~~D. 30 nov. 1940 x~~

~~P.O. 31 nov. 1940~~

~~2 jan. 1940~~

~~next - J.O. 10 dec. 40 -~~

~~J.O. 11 dec. 40~~

SUSPENSION DES DELAIS & POURSUITES

(Bulletin Municipal du 30 Juin 1940)

Un décret du 1^{er} septembre 1939 a suspendu en principe, au profit des démobilisés toutes poursuites aux fins de paiement et toutes procédures de même que tous délais de prescription, forclusion etc....

Toutefois, la levée de la suspension des délais ou des poursuites peut-être accordée par décision de justice. Le juge apprécie dans chaque cas si le débiteur est en état de soutenir l'instance ou de satisfaire à la poursuite. Il peut également accorder des délais de paiement.

Le régime de protection ainsi institué en faveur des mobilisés a été étendu avec certaines adaptations par un décret du 26 mai 1940.

1^o - Aux personnes domiciliées et aux Sociétés ayant leur siège dans les Communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre.

2^o - Aux personnes qui se trouvent retenues dans les mêmes Communes.

Le Département de la Seine se trouve dans les conditions prévues pour que les textes ci-dessus rappelés lui soient applicables. L'arrêté publié ci-après précise et consacre cette situation.

Il en résulte notamment que, jusqu'à une date qui sera fixée par un décret ultérieur, les personnes domiciliées dans ce département ne peuvent être poursuivies, en particulier pour le paiement de leur loyer que moyennant une autorisation du Juge, qui rendra compte de leur situation, soit pour refuser, soit pour accorder l'autorisation, et qui pourra dans ce dernier cas accorder les délais et échelonnements qui lui paraîtraient justifiés.

A l'égard des mêmes personnes, les prescriptions et déchéances sont également suspendues, sauf décision de Justice devant cette suspension.

"Le Préfet de la Seine.

"Vu le décret du 1^{er} Septembre 1939 relatif aux actions en Justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 Mai 1940.

"Vu le décret du 29 novembre 1939 tendant à la reprise du

"cours de certains délais suspendu au profit des mobilisés, modifié par le décret du 20 mai 1940.

"Vu le décret du 26 mai 1940 relatif aux délais et actions en justice intéressant les habitants des zones comprises dans les opérations de guerre; ensemble le décret du 30 mai 1940 étendant le régime applicable aux dits délais et actions en justice".

Considérant que la Ville de Paris et les autres Communes du Département de la Seine sont au nombre des Communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre, au sens du décret du 26 mai 1940.

Sur la proposition de l'Inspecteur des Finances, Directeur des Finances.

ARRETE :

Article premier : Sont applicables au Département de la Seine :

1° - Le décret du 26 mai 1940 relatif aux délais et actions en Justice intéressant les habitants des zones comprises dans les opérations de guerre.

2° - Le décret du 30 mai 1940 étendant le régime applicable aux mêmes délais et actions en Justice.

Article deuxième : ampliation du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et au Bulletin Officiel de la Ville de Paris sera adressé :

1° - à M. le Procureur Général près la Cour d'Appel et à M. le Procureur de la République.

2° - à M. le Préfet de Police.

Fait à Paris le 29 Juin 1940
signé : Achille VILLEY.

~~Tout le monde~~
est en possession
générale des
dépenses

abrogé loi 4 sept. 1940

16 juillet 1940

J. O. 17 juillet
1940

Art. 1^{er}. - Sont suspendues, à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 25 août 1940 inclus, tous les délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou de toute formalité, à l'exception des délais fixés pour les actes de l'état civil et de ceux impartis par les lois pénales.

Pendant le même temps, ce sont de plein droit les clauses des contrats qui stipulent une échéance en cas d'insuccès de leur exécution ou d'une date précise à condition que ces contrats aient été conclus avant le 10 mai 1940.

La suspension des délais et des effets des clauses contractuelles ci-dessus édictées peut être levée par ordonnance rendue suivant le rite prévu par l'art. 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mutations, modifié par le décret du 3 novembre 1939 (art. 1^{er}) et du 26 mai 1940 (art. 2) et, le cas échéant, celle contenue dans l'art. 1^{er} (al. 3) du décret du 26 mai 1940 relatif aux évacués.

Art 2 - Les dispositions de l'art. 1^{er} du présent décret ne peuvent porter atteinte à des droits acquis

par suite de l'exécution d'une décision judiciaire
à laquelle il aura été procédé antérieurement et
la sera en vigueur du présent décret

Art. 3. Les dispositions de l'art. 1^{er} du présent
décret ne sont pas opposables au ministère public
ni à la partie civile devant les juridictions répres-
sives, ni aux créanciers de l'étranger ou d'ailleurs.

V. Loi 17 sept 44.
J. O. 12 oct 44.

LOI modifiant la loi du 16 juillet 1940
instituant une suspension générale des délais

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons:

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} (alinéa 1^{er}) de la loi du 16 juillet 1940 instituant une suspension générale des délais est modifié ainsi qu'il suit:

"Sont suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 30 septembre 1940 inclus, tous les délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou de toute formalité, à l'exception des délais fixés pour les actes de l'état civil et de ceux impartis par les lois fiscales".

Art. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 août 1940

Ph. PETAIN

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat:

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice

Raphael ALIBERT

Le ministre secrétaire d'Etat
aux finances

Yves BOUTHILLIER

sub. V.P. loi 24 sept.
119

LOI relative à la suspension des délais.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons:

Art.1^{er}- Sont suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 Octobre 1940 inclus, tous les délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou de toute formalité, à l'exception des délais fixés pour les actes de l'état civil et de ceux impartis pour les lois fiscales.

Pendant le même temps, cessent de produire effet, les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution, dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le 10 mai 1940.

La suspension des délais et des effets des clauses contractuelles ci-dessus édictées peut être levée par ordonnance rendue suivant les règles posées par l'article 2 du décret du 1er septembre 1939 relatif aux mobilisés, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 (art.1er) et du 26 mai 1940 (art. 2), et, le cas échéant, celles contenues dans l'article 1^{er} (alinéa 3) du décret du 26 mai 1940 relatif aux évacués.

Toutefois, ne bénéficieront pas de la suspension les délais susvisés qui, en l'absence des dispositions de la présente loi, ne seraient pas encore venus à expiration avant le 31 Octobre 1940.

Art.2- Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne peuvent porter atteinte à des droits ~~à des droits~~ acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur du présent décret.

Art.3- Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments.

Art.4- Les dispositions des lois des 16 juillet 1940 et 20 août 1940 instituant une suspension générale des délais sont abrogées.

Art.5- Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 septembre 1940.

Ph. Pétain.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le garde des Sceaux,
Ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Raphaël Alibert

Le Ministre Secrétaire d'Etat
aux Finances
Yves Bouthillier

(J.O. 2 Octobre 1940-p.5206).

Text fiction cover.
want to reading

1er septembre 1939

Décret relatif aux actions en justice, aux prescriptions et aux délais de procédure intéressant les mobilisés, modifié par décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940.

(G.O. 30000.40)
p. 4.041

Art. 1er - A dater du 2 septembre 1939 et jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret, aucune prescription, expiration de délais ou péremption en matière civile, commerciale ou administrative, ne peut être opposée autrement que dans les conditions fixées à l'article 2, aux militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire, aux personnes appartenant aux formations visées par l'article II, alinéa 1er, paragraphe "e" de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre ou aux sociétés de commerce dont tous les associés en nom collectif, les gérants ou les administrateurs appartiennent aux dites formations.

La suspension des prescriptions, délais et péremptions, s'applique à tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs, aux inscriptions hypothécaires, aux délais de présentation des effets de commerce et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé. Toutefois, les délais fixés pour les actes de l'état civil ne sont pas suspendus. Il en est de même des délais impartis par les lois fiscales.

Pendant le même temps et dans les mêmes conditions cessent de produire effet à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le 1^{er} septembre 1939.

Pendant le même temps, à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les instances seront engagées ou poursuivies, les actes d'exécution seront accomplis dans les conditions fixées à l'article 2.

"Pour la sauvegarde des droits que les dispositions ci-dessus empêcheraient d'exercer, tous ~~délais~~ sont prorogés en faveur des tiers titulaires de ces droits ne bénéficiant pas des autres dispositions du présent décret jusqu'à la date qui sera fixée par le décret prévu à l'alinéa 1^{er} et aucune forclusion ne peut être encourue par eux. Les porteurs d'effets de commerce contenant l'indication d'une échéance postérieure au 19 août 1939 et payables par des personnes ou des sociétés visées à l'alinéa 1^{er} n'encourent aucune forclusion ou déchéance à l'égard des précédents endosseurs, tireurs ou autres garants à raison du défaut de présentation ou de protêt des ~~effets~~ effets dans les délais prévus aux articles 13^{er} et 148

U. Dinet
2. Scherer
1940 attendait
le lui impie
22. Ce secret
sur plusieurs
at secrets d'ami
vieux dans
les pays évacués
D'office et
des personnes
retourne dans
la commune
avec laquelle
ils commencent
à travailler
interrompre part
suite de spie.
fiens de puer
ette
disparus depuis
o. celle d'été
s'applique
le 31 oct. 1940
du 27-9-40
(7.0.27)
1940)

du Code de Commerce. Ces délais sont également prorogés jusqu'à la date qui sera fixée par le décret prévu à l'alinéa 1^{er} du présent article. Nonobstant le défaut de présentation ou de protêt, les recours sont ouverts dès l'échéance prévue au titre contre les autres obligés qui bénéficient toutefois d'un délai de trente jours à partir de l'échéance" (D. 26 mai 1940).

Art. 2 - "La levée de la suspension des délais, la levée de la suspension des effets des contrats et l'exécution ou la continuation de l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives ou exécutoires par provision ou des actes assimilés aux jugements quant à la force exécutoire par les articles 545 et suivants du Code de procédure civile ne peuvent intervenir à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er}, que sur ordonnance du Président du Tribunal Civil du domicile de la personne ou du siège social de la société; l'introduction des instances ou leur continuation jusqu'à décision définitive ne pourra, envers les mêmes personnes ou sociétés, intervenir que sur ordonnance du Président de la juridiction à saisir ou saisie.

La demande sera introduite par une simple requête; il sera donné acte de sa présentation. Cette requête suspend, jusqu'à la date de sa présentation, les délais qui seraient impartis par la loi au requérant pour agir, au cas où celui-ci ne pourrait invoquer les dispositions du dernier alinéa de l'article 1^{er}; toutefois, les délais de recours ne seront suspendus qu'après mention sommaire dans la forme et sur le registre du greffe prévus par les articles 163 et 549 du Code de procédure civile.

Le Président appréciera, après s'être entouré de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leurs représentants, au besoin par lettres transmises par le greffier, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance et de satisfaire à la poursuite". (D. 3 novembre 1939).

Sur la demande du débiteur, le Président pourra procéder à un aménagement des échéances, y compris celles des effets de commerce, à telles conditions d'intérêts qu'il estimera, à défaut d'intérêts contractuels ou de droit. Par dérogation à l'article 1244 du Code Civil, les délais accordés par le Président pourront dépasser un an.

L'autorisation sera accordée sans frais.

L'ordonnance n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel, elle est dispensée d'enregistrement.

L'autorisation pourra, s'il y a lieu, être révoquée par la juridiction saisie.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux créances de l'Etat, des collectivités et des établissements publics. En ce qui concerne ces créances, un décret pris sur les propositions des ministres intéressés fixera les

le uliement

de la loi

ne peut être

demandé pour

l'acte pour

l'accomplissement

de la loi

et effective

de 15.1.40

D. 24 nov. 39

conditions dans lesquelles pourront être accomplis les actes d'exécution et engagés ou poursuivies les actions en justice.

"Les délais de péremption des privilèges et les délais de prescription concernant ces mêmes créances sont suspendus pendant la durée des hostilités". (D. 26 mai 1940). (1)

Art. 3 - Les personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} peuvent renoncer à se prévaloir des dispositions de cet article.

Seront présumées y avoir renoncé, pour ce qui concerne leur exploitation, les personnes ou sociétés qui, directement ou par préposé, auront continué ou repris, depuis la mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle; tout gérant ou toute personne préposée par elles, à l'exploitation de leur entreprise commerciale ou industrielle, est présumé avoir reçu un pouvoir l'autorisant à soutenir l'instance en leur nom.

Art. 4 - A dater du 2 septembre 1939, les juges peuvent renouveler pour une période qui ne pourra excéder un an, les délais accordés en application de l'article 1244 du Code civil antérieurement à la promulgation du présent décret.

Art. 5 - Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments, ni à l'administration chargée du recouvrement des cotisations d'assurances sociales, ni aux caisses de compensation d'allocations familiales.

Art. 6 - Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion.

Art. 7 - Le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des Chambres, conformément à la loi du 19 mars 1939.

N.B. - Les dispositions du décret du 26 mai 1940, modifiant l'alinéa 5 de l'article 1^{er} et le dernier alinéa de l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939, ne peuvent porter atteinte à des droits acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à leur mise en vigueur. (D. 26 mai 1940, art. 3).

(1) Cet article n'est plus applicable à partir du 31 oct. 1940 (d'ici 28 sept. 1940)

Des devoirs peuvent être accordés jusqu'en 15.1.42
par le ministre de la Justice.
J.O. 14 oct. 40 p. 5398

DECRET DU 26 MAI 1940

relatif aux délais et actions en justice intéressant les habitants des zones comprises dans les opérations de guerre

(V. Journ. Off. du 30 mai 1940)

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940.

Vu le décret du 29 novembre 1939 tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés par le décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par le décret du 20 mai 1940.

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

Article premier. - Les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940, ainsi que celles du décret du 29 novembre 1939 relatif à la reprise du cours de certains délais, modifié par le décret du 20 mai 1940, sont applicables depuis la date de l'ordre d'évacuation ou de l'interruption des communications jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret:

1° - Aux personnes domiciliées et aux sociétés ayant leur siège dans les pays évacués d'office sur l'ordre des autorités publiques ou dans les communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre;

2° - Aux personnes qui se trouvent retenues dans les communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre.

Toutefois, les dispositions du 3^e alinéa de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 sont applicables à ces personnes ou sociétés même pour les contrats postérieurs au 2 septembre 1939 pourvu que ces contrats aient été conclus avant la date de l'évacuation ou de l'interruption des communications.

Lorsque par application de l'article 2 du susdit décret, la demande de levée de la suspension doit être présentée au président du tribunal civil du domicile de la personne ou du siège social de la société, cette demande pourra, le cas échéant être présentée au président du tribunal civil de la résidence de la personne ou du lieu où fonctionne en fait l'administration de la société.

L'alinéa 2 de l'article 3 du sus dit décret est applicable aux personnes ou sociétés visées ci-dessus en ce qui

*Decret separé
celui de 1^{er} sept. 1940
de 31 oct. 1940
Coi. 27. 9-40*

concerne les exploitations qui auront été continuées ou reprises depuis la date de l'évacuation ou de l'interruption des communications.

Art. 2. - Nonobstant toutes dispositions contraires des lois et décrets en vigueur, sont suspendus depuis la date de l'ordre d'évacuation ou de l'interruption des communications jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret tous délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou formalité qui devait ou doit être effectué dans une commune évacuée d'office sur l'ordre des autorités publiques ou avec laquelle les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre, quel que soit le domicile de la personne ou le siège de la société à laquelle l'accomplissement en incombe ou en incombait.

Art. 3. - Sous réserve des dispositions transitoires qui pourront être alors adoptées, les décrets qui fixeront, conformément aux articles 1^{er} et 2 du présent décret la date où cesseront les suspensions et péremptions de prescriptions et de délais prévues aux dits articles auront pour effet de réduire à néant la suspension des délais dont ils rétabliront le cours avant qu'ils ne soient parvenus à leur terme normal.

Art. 4. - Les dispositions qui précèdent ne peuvent porter atteinte à des droits acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur du présent décret.

Art. 5.- Les personnes et sociétés auxquelles, en vertu du présent décret, le décret du 1^{er} septembre 1939 est applicable, sont soumises aux dispositions de ce décret visant les créances de l'Etat, des collectivités et établissements publics, en ce qui concerne les créances qui ont pris naissance antérieurement à l'évacuation ou à l'interruption des communications.

L'article 1^{er} du décret du 18 novembre 1939, relatif aux actes d'exécution et aux actions en justice concernant les dites créances est abrogé.

Art. 6. - Tous les actes de procédure nécessités par application du présent décret sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ce décret.

Art. 7. - Le président du Conseil, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, le garde des sceaux, ministre de la Justice, le ministre des Finances, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Colonies et le ministre du Commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(7.03) mai 1940
V.D. N. 30 mai 40 (chop) par loi 27. sept. 40)

X

LOI fixant les dates prévues par les articles 1^{er} et 2
du décret du 26 mai 1940 et autorisant l'octroi de
délais de grâce.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu les articles 1^{er} et 2 du décret du 26 mai 1940 relatif aux
délais et actions en justice intéressant les habitants des zones
comprises dans les opérations de guerre;

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons:

Art. 1^{er}. - Les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939
relatif aux actions en justice et aux délais de procédure intéres-
sant les mobilisés cesseront, le 31 octobre 1940, d'être applica-
bles aux personnes et aux sociétés visées par l'article 1^{er} du dé-
cret du 26 mai 1940 précité.

Art. 2. - L'article 2 du décret précité du 26 mai 1940 cesse-
ra d'être applicable le 31 octobre 1940.

Art. 3. - Jusqu'au 1^{er} janvier 1942, en faveur des personnes
ou sociétés visées par l'article 1^{er} de chacun des décrets du 1^{er}
septembre 1939 et du 26 mai 1940 et qui ont cessé ou qui cesseront
de bénéficier des dispositions de ces décrets, le président du
tribunal civil, le président du tribunal de commerce en matière
commerciale et le juge de paix dans les limites de sa compétence,
pourront, par dérogation à l'article 1244 du code civil, accorder
en tout état de cause, pour le paiement, des délais qui ne pour-
ront, en aucun cas, dépasser un an, et surseoir à l'exécution des
poursuites, toutes choses demeurant en l'état.

Ils pourront renouveler pour une période qui ne pourra excé-
der un an les délais accordés antérieurement à la publication de
la présente loi.

Ils statueront sur l'octroi de ces délais à la demande de la
partie la plus diligente, après avoir recueilli les explications
des intéressés ou de leurs représentants, au besoin par lettres
transmises par le greffier. Sur la demande du débiteur, ils pour-
ront procéder à un aménagement des échéances y compris celles des
effets de commerce, à telles conditions d'intérêt qu'ils estimen-
ront, à défaut d'intérêts contractuels ou de droit.

En ce qui concerne les créances de l'Etat, des collectivités publiques et des établissements publics, il sera statué sur l'octroi des délais et le sursis à l'exécution des poursuites par la commission instituée par le décret du 8 septembre 1939.

Les décisions, extraits, copies, grosses ou expéditions qui en seront délivrés, de même que tous les actes auxquels donnera lieu l'application du présent article, seront visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ce texte.

v. d. r.
(Art. 4.- Le décret du 30 mai 1940 étendant le régime applicable aux délais et actions en justice intéressant les habitants des zones comprises dans les opérations de guerre est abrogé.

Toutefois, jusqu'au 1^{er} janvier 1942, les personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} de ce décret pourront invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 3 de la présente loi.

Art. 5.- Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 Septembre 1940.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Raphaël ALIBERT.

Le ministre secrétaire d'Etat
aux finances,

Yves BOUTHILIER

J.O.- 24 Octobre 1940

D.

LOI du 4 mai 1941 complétant l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons:

Art. 1^{er}- Il est ajouté à l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940 l'alinéa suivant:

"Les dispositions du présent article relatives à l'introduction des instances, à leur continuation jusqu'à décision définitive, à l'exécution et à la continuation de l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives ou exécutoires par provision ou des actes assimilés aux jugements quant à la force exécutoire par l'article 545 et suivants du Code de procédure civile, continueront à s'appliquer aux militaires prisonniers de guerre ou internés pendant un délai de six mois à dater du jour de leur démobilisation. Le délai de six mois commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur du présent décret pour ceux qui auront été démobilisés antérieurement à cette date".

Art. 2- Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy le 4 mai 1941

Ph. PETAIN

Par Le Maréchal de France, Chef de l'Etat français:

Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,

Joseph BARTHELEMY

(Journal Officiel du 25 mai 1941 p. 2178).

Tests spinous
over effect become

A. n. 100
 V. échéant 24 août 1939 - 7.0. 25 août 39
 modifié p. décret du 9 sept 39. 7.0. 20 sept 39
 Les décrets dans lesquels il est fait mention de
 pénalités et les autres actes relatifs à l'exécution
 des lois recourent pour toute valeur
 spéciale échue depuis le 20 août 1939
 ou venant à échéance ou plus tard
 le 29 sept. 1939, tant qu'ils n'ont pas
 une date plus tardive ultérieurement
 lorsque au jour de l'échéance, le
 titre ou le souscripteur, présent ou
 le Trésor, appartient à une personne
 titulaire de droits de terre, de mer ou
 de l'air.

Art. 2 La même proposition est
accordée, quelle que soit la situation
militaire des débiteurs, pour leurs
protit et courages de secours, sur
porteurs d'une valeur inappréciable, et
depuis le 20 août 1939 venant
à échéance au plus tard le 28 ^{30 décembre} 1939.
~~Oct 1939~~ 1939, lorsque le jour de l'échéance

le porteur se trouve présent dans les
dépenses et supportant de une por-
tion des services de terre, de
mer ou de l'air.

Art. 3. Les dispositions de cet 1^{er}
et 2^{ème} peuvent être invoquées par les
sociétés de commerce, tout tiers
les associés en nom collectif, l'in-
terêt ou administrateurs sont dans
la situation militaire prévue par
ce article.

Art. 4 - Les valeurs négociables sur
pelle s'appliquent le présent décret
sont les lettres de change, billets et
warrants -

Décret 1^{er} septembre 1939

7.9. 3 sept. 1939

Art-1^{er} Les principes de disposition
du décret du 24 août 1939, lequel
devient applicable aux effets de
commerce y dévisés, il est accordé
aux porteurs de tous autres effets, dans
les conditions prévues au para-
graphe suivant, une prorogation
de quinze jours de délais de pré-
sentation et de délais dans lesquels doit
être fait le protest et les autres acts
destinés à conserver le recours.

Cette prorogation s'applique aux
lettres de change, billets et warrants
crus' antérieurement au 2 septem-
bre 1939, échus après cette date ou
venant à échéance avant le
24^{er} 1939

Décrit le 20 mai 1940.

J. O. 30 mai 1940 p. 4.046.

Art. 1.^{er} Il est accordé en faveur de toute
valeur négociable existant antérieurement
au 10 mai 1940, échue après cette date
ou venant à expiration d'échéance avant
le 10 août 1940, une prorogation de
15 jours de délais de présentation et
de délais dans lesquels doivent être versés
les prêts et les autres effets destinés à
couvrir les avances.

Art. 2. Les valeurs négociables auxquelles
s'appliquent le présent décret sont
les lettres de change, billets et warrants

LOI relative à la forclusion en matière civile, commerciale et administrative et au délai de prestation et de protêt des effets de commerce.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français.

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. - A partir du 31 Octobre 1940 et jusqu'à la date qui sera ultérieurement fixée par décret, en matière civile commerciale et administrative, toute juridiction compétente pour constater toute forclusion résultant de l'expiration d'un délai quelconque de procédure, de la réalisation d'une prescription ou d'une péremption et généralement de l'inexécution de tous actes qui d'après la loi ou les clauses d'un contrat doivent être accomplis dans un délai déterminé pourra relever de cette forclusion les parties qui l'ont encourue parce qu'elles se sont trouvées par suite de circonstances indépendantes de leur volonté dans l'impossibilité d'agir du fait de la restriction des communications entre les différentes parties du territoire.

Pourra pareillement être relevé de la forclusion la partie qui a été mise elle-même dans l'impossibilité d'agir par l'inaction d'une autre partie ou d'un tiers due à la restriction des communications.

Toutefois, le juge ne pourra pas relever de la forclusion l'intéressé qui se trouvait soit au premier, soit au dernier jour du délai dans la même partie du territoire que celle où l'acte devait être accompli.

Art. 2. - Les dispositions de l'article 1^{er} ne sont pas applicables aux délais dont le cours a repris :

1^{er} - En vertu d'une ordonnance rendue par application du décret du 26 Mai 1940 sur les évacués ou des lois du 16 Juillet, du 20 Août et du 24 Septembre 1940 relatives à la suspension générale des délais;

2^e - Par application du décret du 30 Novembre 1939 relatif à la reprise du cours de certains délais.

Art. 3. - Jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret, la présentation et le protêt des effets de commerce seront valablement faits pendant les dix jours ouvrables qui suivent

l'échéance. Toutefois, pour les effets dont l'échéance est antérieure au 31 Octobre 1940 et dont la présentation et le protêt ont été différés, ces formalités seront valablement effectuées jusqu'au 30 Novembre 1940.

Art.4.- Jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par le décret prévu à l'article 1er, les porteurs d'effets de commerce qui, par suite de la restriction des communications, n'ont pu effectuer les formalités de présentation et de protêt, peuvent néanmoins exercer leurs recours contre les endosseurs, les tireurs et les autres obligés qui bénéficient toutefois d'un délai de quinze jours à partir de la réclamation qui leur est adressée.

Pour les effets dont l'échéance est antérieure au 31 Octobre 1940, la réclamation ne pourra être formulée qu'à partir du 30 Novembre 1940.

Art.5.- Pendant le même temps, les syndics et les liquidateurs procéderont, en se conformant aux dispositions de l'article 13 du décret du 29 Novembre 1939, à toutes les opérations légales prévues par le Code de Commerce et la loi du 4 Mars 1889 dans les faillites et les liquidations judiciaires, même lorsque la restriction des communications entre les différentes parties du territoire rendra impossible l'envoi des lettres et la publication des avis prévus par la loi.

Art.6.- Les dispositions de la présente loi ne portent pas atteinte à celles de la loi du 17 Septembre 1940 suspendant l'application de divers délais en ce qui concerne le recouvrement des créances de l'Etat, ainsi qu'en matière fiscale.

Art.7.- Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 29 Octobre 1940.

PH. PETAIN

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le Garde des Sceaux
ministre secrétaire d'Etat à la Justice,
Raphaël ALIBERT.

Le Ministre secrétaire d'Etat
aux Finances,
Yves BOUTHILLIER.

(J.O.- 3 Novembre 1940)

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

D^r N° 5.610; Aff. : *Ch*

N° 5.610 *ch*

Archivé

Réseau

(Service *Commercial*)

OBJET DE LA CONSULTATION

Durée de Conservation :

1^{re} des affiches de propositions de tarifs et bandes homologues ;

2^e des dossiers de affaires contentieuses intervenus par la Section de Reclamation et Litiges marchandises des Régions.

References :

D^r 514 ^{ch}

4-687 ^{ch} (Dossier Content^{re})

Observations :

20 Septembre 1941

S.J.

5.610^{Ch}

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

En réponse à votre lettre du 15 Septembre courant, 1^{re} Division 1/3 N° 10.307, concernant la durée de conservation de certaines archives, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, lors de la réunion tenue sous la présidence de M. THOMAS, Chef adjoint des Services Financiers, nous avons proposé que nos dossiers d'affaires de trafic soient conservés seulement pendant un délai de 10 ans.

La plupart des réclamations de l'espèce tombent, en effet, sous le coup des prescriptions d'un an ou de deux ans établies par l'article 108 du Code de Commerce.

Ce n'est que tout à fait exceptionnellement que l'action peut être exercée pendant 30 ans; et il y a pratiquement fort peu de risques à se débarrasser des dossiers anciens.

Je pense donc que le délai de 10 ans pourrait être adopté également, sans grand inconvénient, par votre Service pour les "dossiers d'affaires contentieuses" détenus par les Sections de Réclamations et Liniges marchandises des Régions.

Quant aux "affiches de propositions de tarifs et bandes homologatives" - documents que l'on peut être amené à produire à titre de justification de l'application régulière d'une taxe - elles pourraient, à mon avis, être conservées pendant un délai de 10 ans à compter de la date à laquelle le tarif considéré a cessé d'être en vigueur.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenye

Dr J. J.
No 5.810 ch
-
19/9

H
Monsieur le Directeur
du Service Commercial,

En réponse à votre lettre du
1^{er} septembre courant, 1^{re} Division 1/3
No 10.307, concernant la durée de
conservation de certains archives, j'ai
l'honneur de vous faire connaître que,
Ces de la Union tenue sous la présidence
de M. Thomas, Chef adjoint des Services
Financiers, nous avons proposé que
~~les~~ dossiers d'affaires de trafic ~~litiges~~
~~avec voyageurs, sauf accidents, transports~~
~~de marchandises~~ soient conservés seulement
pendant un délai de 10 ans.

La plupart des réclamations à l'export
toutefois, en effet, sous le coup de la
prescription d'un an ou de deux ans
établies par l'art. 108 du Code de Commerce.

Ce n'est que tout à fait exceptionnellement
que la prescription trentenaire l'action
peut être exercée pendant 30 ans; et
il y a pratiquement fort peu de risques
à se débarrasser de dossiers anciens.

Je pense donc que le délai de 10 ans
pourrait être adopté également, par votre
Service pour les "dossiers d'affaires contentieuses"
détenus par le Service de Réclamations
et litiges marchandises des Régions.

Quant aux "affiches de propositions
de tarifs et bande homologative" - documents
que l'on peut être amené à produire
à titre de justification de l'application
régulière d'une taxe - elles pourraient,

Ne de Patrick
tom demain matin
19/9

19/9 COMPTABLES

à mon avertissement être consacrés pendant
un délai de 10 ans à compter de la date
à laquelle le tarif ^{concordé} a cessé d'être ^{en vigueur} appliqué.

Le Chef du Contentieux

E. 397. — M^{re}. CHAIX. — 10011-6-25.

A MONSIEUR

Le Chef du Contentieux

Le

192

N^o

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX*

Tél. : TRinité 76.00

R. C. Seine 276.448 B

1 • DIVISION 1/3

Réf.: 10.307

le 15 SEPT 1941 1941

Monsieur le Chef du Service du Contentieux

Mon Service étudie actuellement la question de la durée de conservation des divers documents administratifs; cette question a été examinée lors d'une réunion tenue sous la présidence de M. THOMAS, Chef adjoint des Services Financiers, et à laquelle assistait un Représentant de votre Service.

La Division Commerciale d'une Région qui conservait :

- d'une façon illimitée les "affiches de propositions de tarifs et bandes homologatives" - documents présentant un volume assez important - se propose de réduire la durée de conservation mais hésite à en fixer le terme;

- d'une façon illimitée les "dossiers des affaires contentieuses" détenus par la Section des Réclamations et Litiges Marchandises, se propose de les garder pendant 31 ans, sous réserve de l'approbation de votre Service.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me fixer le plus tôt possible sur la durée de conservation de ces différents documents, compte tenu des prescriptions légales qui peuvent s'appliquer à eux.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Le Chef Adjoint du Service Commercial

*Note
M. L. Besnerais
21-1-57*

Au cours de l'année 1943, les Autorités Allemandes qui s'efforçaient depuis un certain temps déjà de racheter, de confisquer ou d'obtenir par divers moyens les participations financières dans des entreprises françaises ou étrangères, demandèrent à la S.N.C.F. de leur fournir une étude juridique sur le régime des titres de la S.N.C.F. (actions et obligations).

Cette étude devait être remise au Major Röttsch, Commandant du Service allemand des Transports (Wehrmachtverkehrsdirektion, 29 rue de Berry). Un agent du Contentieux, M. L., fut chargé, en raison de sa connaissance de la langue allemande, de se mettre en rapports avec le Major Röttsch pour, officiellement, obtenir les précisions sur la nature de l'étude demandée, mais surtout essayer de connaître les raisons qui motivaient une telle demande de la part des Autorités d'Occupation.

Il apparut que la question du rachat des titres était bien, en effet, envisagée dans son principe, sans être toutefois décidée. L'étude en question devait permettre aux Autorités allemandes d'examiner dans quelles conditions et selon quelles modalités une telle mesure pouvait être prise.

M. Aurenge, Chef du Contentieux, d'accord avec Monsieur Le Besnerais, Directeur Général, décidèrent de faire ~~de~~ faire en sorte que cette étude ne soit jamais donnée aux Autorités allemandes. A cet effet, M. L. se rendit de nombreuses fois auprès de la W.V.D., sous prétexte, chaque fois, d'obtenir des précisions complémentaires indispensables pour la rédaction de la Note. L'affaire traîna des mois, ce qui n'alla d'ailleurs pas sans menaces de la part des Autorités allemandes.

On arriva ainsi à la Libération sans que l'étude ait été remise.

pus: 9^h 1/2

Parti vers
Berri. 1^{er} 2^e

VW D ne 2

du 1^{er} 2^e Parti 5^h 1/2

re joint avec 1^{er} 2^e Parti
de 1^{er} 2^e 3^e 4^e 5^e 6^e 7^e 8^e 9^e 10^e 11^e 12^e

N^o 2 Cohnat

Le 11 juin 1862

Typhonne

à 1^{er} 2^e 3^e 4^e 5^e 6^e 7^e 8^e 9^e 10^e 11^e 12^e

collaborati 2^e 3^e 4^e 5^e 6^e 7^e 8^e 9^e 10^e 11^e 12^e

Folge 87: Die deutschen Eisenbahnen und ihr Einsatz im Kriege

I. Organisation

Die Deutsche Reichsbahn ist das größte Verkehrsunternehmen der Welt mit einer Gefolgschaft von rund 1 200 000 Köpfen. Sie steht auf dem Gebiete des Eisenbahnwesens weit im Vordergrund. Neben ihr und eng mit ihr zusammenarbeitend stehen die Protektoratsbahnen in Böhmen und Mähren und die Ostbahn im Generalgouvernement. Außerdem gibt es noch private Eisenbahnen, die aber alle mehr oder weniger auf lokale Bedeutung beschränkt sind. In einem Teil Großdeutschlands (in Preußen) unterliegen diejenigen lokalen Eisenbahnen, die nicht dem allgemeinen Verkehr dienen, einer besonderen, das Zustandekommen solcher Bahnen begünstigenden Gesetzgebung; sie führen die Bezeichnung „Kleinbahnen“ und sind heute größtenteils in der Hand von Gemeinden oder Kommunalverbänden. Die Straßenbahnen sind seit einigen Jahren als sogenannte „Nahverkehrsmittel“ gesetzlich besonders behandelt und der gleichen Staatsaufsicht wie der Kraftomnibusverkehr unterstellt worden.

Die Größe des Schienennetzes in Großdeutschland zeigen folgende Zahlen:

Deutsche Reichsbahn	73 200 km
Protektoratsbahnen	5 900 „
Ostbahn	ca. 4 500 „
Privatbahnen (einschl. Kleinbahnen)	14 900 „
Straßenbahnen	6 600 „

Die Deutsche Reichsbahn besteht seit dem Jahr 1920. Damals ist sie durch Zusammenschluß von sieben Staatsbahnen der damaligen größeren Länder (früher: Bundesstaaten) gebildet worden. Unter dem Druck des Versailler Diktats war die Reichsbahn im Jahre 1924 für Reparationszwecke in eine „Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft“ umgewandelt worden. Seit dem Jahre 1937 ist die Reichsbahn in reiner Reichsverwaltung. Ihr Chef ist der Reichsverkehrsminister, der die Bezeichnung „Generaldirektor der Deutschen Reichsbahn“ führt. Der Staatssekretär des Reichsverkehrsministeriums ist Stellvertretender Generaldirektor, die Ministerialdirektoren der Eisenbahnabteilungen des Ministeriums bilden mit dem Minister und dem Staatssekretär den „Vorstand“ der Deutschen Reichsbahn. Dem Minister steht als beratendes Organ der „Beirat der Deutschen Reichsbahn“ zur Seite, dessen 16 Mitglieder vom Führer ernannt werden. Die Geschäftsstellen der Reichsbahn sind Reichsbehörden, die Beamten der Reichsbahn sind Reichsbeamte. Obwohl die Reichsbahn so völlig in die Reichsverwaltung eingegliedert ist, bildet sie in finanzieller Hinsicht ein „Sondervermögen des Reichs“, das vom übrigen Reichsvermögen getrennt verwaltet wird. Die Reichsbahn hat ihre eigene Wirtschaftsführung, ihre

eigene Rechnungslegung, ihre eigene Bilanz. Sie hat auch ihre eigenen Kredite (Reichsbahnkredit) und demgemäß auch für die Rechnungsprüfung eine besondere Organisation (Hauptprüfungsamt und Prüfungsämter).

Die Betriebsverwaltung der Reichsbahn ist so organisiert, daß das Reichsverkehrsministerium in seinen Eisenbahnabteilungen nur die oberste Leitung hat, wie es bei einem so großen Eisenbahnsystem nicht anders denkbar ist. Die Verwaltung wird nach dem Grundsatz weitestgehender Dezentralisation von Bezirksbehörden geführt: es gibt 31 Reichsbahndirektionen, auf die das Gesamtgebiet aufgeteilt ist und deren jede von einem Präsidenten als dem Chef des Bezirks geleitet wird. Bestimmte Aufgaben allgemeiner Art (technische Konstruktion, Versuchswesen, Beschaffungen, Statistik) werden für das Gesamtgebiet der Reichsbahn von zwei besonderen „Zentralämtern“ (in Berlin und in München) besorgt. Das Werkstättenwesen hat seine eigene Organisation in der Weise, daß bei zehn Reichsbahndirektionen Werkstättenabteilungen bestehen, die je für mehrere Direktionsbezirke die Geschäfte der Reichsbahn-Ausbesserungswerke zusammenfassend leiten.

Für die Aufgaben der Leitung des durchgehenden Betriebs und Verkehrs wäre die Aufstellung des Netzes in die 31 Einzelbezirke der Reichsbahndirektionen zu weitgehend. Es hat sich als nützlich erwiesen, die Leitung des Betriebs und Verkehrs, soweit er mehrere Direktionsbezirke umfaßt, in großen Gebieten zusammenzufassen. Deshalb bestehen drei Generalbetriebsleistungen (Ost in Berlin, West in Essen, Süd in München), die als Organe des Ministeriums für ihren Geschäftsbereich der Betriebs- und Verkehrsleistung gegenüber den Reichsbahndirektionen Anordnungsbefugnis besitzen. An der Spitze jeder Generalbetriebsleistung steht ein Präsident. Das Eisenbahngesetz im Generalgouvernement wird von der Generaldirektion der Eisenbahn in Krafau verfaßt.

Nach dem Führerlaß über die Errichtung des Protektorats Böhmen und Mähren übt das Reich die Aufsicht über die Protektoratsbahnen aus. Organ hierfür ist der Reichsprotektor in Böhmen und Mähren, in dessen Verwaltungsbereich eine besondere Gruppe „Verkehrsweisen“ gebildet wurde. Für die befestigten belgischen und französischen Gebiete wurden die Wehrmacht-Verkehrs-Direktionen Brüssel und Paris eingerichtet, denen die Aufsicht und Betriebsführung auf den Strecken der befestigten Gebiete obliegt.

II. Die Eisenbahnen im Kriege

Die überragende Bedeutung, die den Eisenbahnen als dem wichtigsten Verkehrsmittel zukommt, hat sich, wie in vergangenen Zeiten, auch in diesem Kriege wieder gezeigt. Auch jetzt erinnert man sich wieder an einen Ausspruch Ludendorffs, der angesichts der Verkehrsschwierigkeiten im Winter 1916-17 den Bau von Lokomotiven für wichtiger hielt als den von Ge-

schützen. Das Verdienst, die Bedeutung der Eisenbahn für militärische Zwecke im vollen Umfang erkannt zu haben, gebührt dem Generalfeldmarschall Graf Moltke. Bekannt ist sein Ausspruch: „Baut Eisenbahnen statt Festungen.“

Eine eisenbahntechnisch ausgebildete Truppe gab es allerdings 1866 und 1870-71 noch nicht, sondern nur provisorisch aufgestellte „Feld-Eisenbahnabteilungen“, die aus Pionieren, Ingenieuren und Zivil-Eisenbahnern bestanden. Gleich nach dem Deutsch-Französischen Kriege aber erfolgte die Aufstellung eines besonderen Eisenbahnbataillons, das bei der sich steigenden Erkenntnis von der Bedeutung der Eisenbahn für die Kriegsführung allmählich weiter verstärkt wurde, so daß bei Ausbruch des Weltkriegs 1914 zwei Eisenbahnbrigaden mit je zwei Regimentern bestanden.

Die Jahre 1914-18 haben den Begriff des „Eisenbahnkriegs“ geprägt. Um die gewaltigen Leistungen, die schon die ersten Auguftage mit ihren sofort einsetzenden Mobilmachungs- und Aufmarschtransporten erforderten, voll zu würdigen, muß man bedenken, daß der Kriegsbeginn in die Zeit des besonders starken Reiseverkehrs fiel. Es galt also nicht nur, die militärischen Belange reiflos sicherzustellen, sondern auch den in die Heimat zurückflutenden Zivilverkehr schnellstens abzuwickeln.

Sämtliche deutschen Bahnen traten — ebenso wie alle Eisenbahntruppen und -formationen — mit Anspruch der Mobilmachung unter Führung und Befehl des „Chefs des Feld-Eisenbahnwesens“ (F. E. Ch.), der im Frieden Chef der Eisenbahnabteilung des Großen Generals ab war. Auf den Vorarbeiten dieser Abteilung beruhte der reibungslose, auf die Minute punktliche Ablauf der einzelnen Transporte. Insgesamt verfügte bei Kriegsende 1918 der F. E. Ch. über 442 000 Köpfe einschließlich Gefangener und Zivilarbeiter. Während man 1870-71 nur ein Netz von etwa 4000 km Eisenbahnen in Betrieb zu nehmen hatte, waren es im Weltkrieg rund 21 000 km Voll-, etwa 4000 km Schmalspur- und daneben noch viele Kilometer Sonderbahnen.

Die militärische Wiedergeburt Deutschlands hat auch die Eisenbahntruppe wieder ins Leben gerufen. 1938 erfolgte die Aufstellung eines Eisenbahnpionier-Regiments neben einem bereits vorhandenen Eisenbahnpionier-Lehr- und Versuchsbataillon. Ihre Hauptaufgaben sind u. a. der Bau von Eisenbahnbrücken, die Wiederherstellung von Bahnstrecken, der Gelbbahn- und der eisenbahntechnische Betrieb von Panzerzügen. Für ihre Aufgabe sind sie mit besonders schwerem, vorbereitetem Druckgerät und einem entsprechenden Maschinenpark ausgerüstet.

Der Ausbruch des gegenwärtigen Krieges gab den neu geschaffenen Eisenbahnpionieren alsbald Gelegenheit zu erfolgreicher Betätigung im Ernstfall. Schon heute darf gesagt werden, daß sie allen an ihr Können gestellten Erwartungen und Anforderungen weitestgehend entsprechen haben.

Trotz fortschreitender Motorisierung im Heerwesen ist die Durchführung des Aufmarsches auch heute noch von den Transportmitteln, unter denen die Eisenbahnen die erste Stelle einnehmen, und den Verkehrslinien abhängig, die ein Land durchziehen. Die Masse des Heeres bleibt auf den Eisenbahnen transport angewiesen. Ebenso bildet die Eisenbahn nach wie vor ein unersetzliches Mittel, um die große, weitverzweigte Organisation des Nachschubs sicherzustellen.

Gerade bei der Schnelligkeit des Vorrückens, wie sie sich bei den Bewegungen des modernen Krieges ergeben hat, ist die durchgebaute Organisation des Streckennetzes und der Betriebsmittel für die Kriegsführung ungenügend wichtig. Die strategischen Bewegungen der Feldzüge im Osten, im Westen und im Südosten wären ohne die bis ins Letzte gesteigerte Leistungsfähigkeit der Eisenbahn unmöglich gewesen.

Es versteht sich von selbst, daß diese Erfolge nur erreicht werden konnten durch eine Anspannung aller Kräfte sachlicher und personeller Art und durch ein in höchstem Maße verfeinertes System ihrer Zusammenarbeit. Die Umstellung von der Friedenswirtschaft auf die Kriegswirtschaft hatte dabei im Verkehrswesen ganz allgemein weitgehende Folgen. Es galt ja nicht nur, die vorhandenen Betriebsmittel der Wehrmacht zur Verfügung zu stellen, sondern sie mußten in gleicher Weise wie früher der Versorgung der Bevölkerung dienen. Dies konnte selbstverständlich nicht mit derselben Präzision geschehen wie in den Zeiten, in denen die Wehrmacht nur für ihre Friedensübungen die Verkehrsmittel und unter ihnen an erster Stelle die Eisenbahn für sich in Anspruch nahm. So mußte es sich die deutsche Wirtschaft gefallen lassen, daß an vielen Punkten Einschränkungen vorgenommen wurden, die für viele vielleicht unangenehm waren, von denen aber alle beteiligten Kreise überzeugt waren, daß sie nicht vermieden werden konnten. Es galt doch zuerst, und das gerade im Winter, die Bevölkerung mit denjenigen lebenswichtigen Gütern zu versorgen, die alljährlich auch ohne eine auf anderem Gebiet liegende besondere Beanspruchung, wie sie der Krieg mit sich gebracht hat, an erster Stelle stehen. Im ersten Kriegswinter 1939/40 haben wir es erlebt, daß die vorhandenen Aufgaben durch einen ungewöhnlich kalten Winter besonders erschwert wurden. Dies wirkte sich hauptsächlich in der Kohlenversorgung aus. Das ist wohl der Punkt, der bei den weitesten Kreisen des Volkes am meisten in Erscheinung getreten ist. Daneben aber hatte die Reichsbahn damals wie heute die Zuckerrüben in der sogenannten Zuckerrübenkampagne mit Zuckerrüben zu versorgen und für die Abfuhr der Rübenschnitzel zu sorgen. Dazu trat die Einbringung der Kartoffelernte, die im vergangenen Herbst alle Erntungen übertraf, und die Versorgung mit Düngemitteln. Allein für Kali und stickstoffhaltige Düngemittel mußten täglich 2000 Wagen gestellt werden. Es ist ein unbefristetes Verdienst der Reichsbahn, daß sie gleich zu Beginn des Krieges alle diejenigen Maßnahmen getroffen hat, um nicht nur

den an erster Stelle stehenden Anforderungen der Wehrmacht gerecht zu werden, sondern daß sie auch die Wirtschaft durch eine pünktliche Wagenstellung befriedigt hat. Es wird dabei keineswegs übersehen, und es ist auch eingangs schon erwähnt worden, daß bei gewissen Gütern Einschränkungen vordrängen waren, aber es darf doch mit Befriedigung festgestellt werden, daß es bei diesen Maßnahmen am nötigen Verständnis nicht gefehlt hat. Auch im zweiten Kriegswinter 1940/41 sind weder die Aufgaben noch die Leistungen geringer geworden. Auf Grund der Erfahrungen des Vorjahres wurde dem Reichskohlenkommissar zugesichert, daß ihm für die Versorgung der Bevölkerung mit Kohlen täglich mindestens 74 500 offene Güterwagen zu 10 t zur Verfügung gestellt werden. Diese Zahlen wurden nicht nur täglich erreicht, sondern in verschiedenen Monaten wesentlich überschritten. Wenn man sich vor Augen hält, daß bei einem angenommenen Güterwagenpark von 400 000 Güterwagen jeder Wagen vier Tage umläuft, so bedeutet das, daß täglich 100 000 Wagen gestellt werden können. Verzögert sich der Umlauf nur um einen Tag, so hat dies einen Ausfall von nicht weniger als 20 000 Wagen zur Folge. Es mußte darum darauf gesehen werden, daß der Wagenumlauf soweit wie möglich beschleunigt wird. Die Reichsbahn ist daher dazu übergegangen, nicht nur das Wagenkandgeld zu erhöhen, sondern die Be- und Entladepflicht der Wagen für die Cornstage und die Feiertage einzuführen.

Hinter dem Güterverkehr muß natürlich der Personenverkehr zurücktreten. Bei der Beanspruchung des rollenden Materials ist klar, daß der Personenverkehr sich eine starke Einschränkung gefallen lassen muß. Die Zahl der Reisende wurde aber schon bald nach Beendigung des Polenfeldzuges, soweit es die Betriebslage irgend gestattete, so vermehrt, daß alle notwendigen Reisen der zivilen Bevölkerung durchgeführt werden konnten. Nach der Befreiung und Heinführung der östlichen Provinzen des Reichs wurden sofort neue wichtige Verbindungen geschaffen, und auch im internationalen Verkehr wurden neue Züge eingelegt. Besonders fühlbar ist die Einschränkung des Personenverkehrs selbstverständlich im Winter, weil zu dieser Jahreszeit die Vorrangstellung des Güterverkehrs weit mehr in Erscheinung tritt als im Sommer. Dies hängt zusammen mit der Herbeibringung der Ernte und mit der Beförderung von gewerblichen und landwirtschaftlichen Arbeitern aus den besetzten Gebieten und aus dem befreundeten Ausland, die ins Reich heringebracht werden müssen, um den Mangel an Arbeitskräften im Reich auszugleichen. Nicht vergessen darf man hierbei, daß auch sonst Sonderleistungen von der Bahn verlangt wurden, von denen man sich zu Beginn des Krieges und viel weniger noch in den Zeiten des Friedens eine Vorstellung machte. Als Beispiel sei nur erinnert an die großen Umlagerungsabteilungen aus dem Osten, die zu einem großen Teil auf der Bahn durchgeführt werden. Einen erheblichen Anteil am Reiseverkehr nimmt seit Kriegsbeginn der Wehrmacht-Urlauberverkehr, zu dessen Bewältigung täg-

Bilder der Woche

Gruppe L

lich zahlreiche Wehrmacht-Schnellzüge zwischen allen Fronten und der Heimat gefahren werden. Dazu kommen die zahlreichen Transporte zur Überführung der Kinder aus luftgefährdeten Gebieten nach anderen Teilen des Reiches und dann die Züge für die Heimkehrer aus den evakuierten Gebieten. Trotz dieser gütlichen Beanspruchung und der Bewältigung der Transporte von zahlreichen kriegswichtigen Gütern und von Wehrmachts-transporten war es möglich, den Reisezugfahrplan so weit zu verdichten, daß im Jahre 1940 der Serienverkehr reibungslos bewältigt werden konnte, wenn auch stellenweise Überfüllungen auftraten.

Gleich nach Kriegsbeginn sah sich die Reichsbahn vor die Aufgabe gestellt, die weissen besetzten Gebiete im Osten mit deutschen Eisenbahnen zu durchsetzen.

Ihre wichtigste Aufgabe bestand zunächst darin, die von den Polen zerstörten Eisenbahnen wiederherzustellen und unverzüglich für die Zwecke der Wehrmacht betriebsfähig zu machen. Die Polen hatten bei ihrem Vernichtungswerk nicht nur die Brücken über Weichsel und Warthe gesprengt, sondern dazu noch Hunderte von kleineren Brücken und Überführungen unpassierbar gemacht. Durch eigens konstruierte Apparate, die an Lokomotiven angehängt wurden, wurden die Gleise auf viele Kilometer aufgerissen, die Fernmeldeanlagen auf den Bahnhöfen waren gerätunert, die Stellwerke gesprengt und alle schifflichen Unterlagen beseitigt. Dadurch sollte der Nachschub für unsere Truppen verhindert werden. In unglaublich kurzer Zeit gelang es den deutschen Eisenbahnern, zunächst einen Notbetrieb und bald darauf einen geregelten Betrieb einzurichten. Sie folgten dabei unmittelbar der kämpfenden Truppe, um in kürzester Zeit die Versorgungslagen Munitionszüge nach vorne durchzubringen. Oft kam es vor, daß sie Gleisanlagen wiederherstellen mußten, die noch unter feindlichem Artilleriebeschuss lagen. Es ist der hervorragenden Ausbildung und der Einsatzbereitschaft jedes einzelnen zu verdanken, daß der Eisenbahnbetrieb mit der kämpfenden Truppe Schritt halten konnte.

Das selbe Bild zeigte sich nach Beginn des großen Vormarsches im Westen Anfang Mai 1940. Auch dort wurden die besetzten holländischen, belgischen und französischen Gebiete bis an die spanische Grenze von deutschen Eisenbahnern erfasst.

Ähnlich wie schon in Polen stand die deutsche Reichsbahn vor scheinbar unüberwindlichen Schwierigkeiten. Die Anforderungen wuchsen von Tag zu Tag: Abbeförderung der Gefangenen- und Beutefolge, Durchführung des Nachschubs, Herstellung des Durchgangsverkehrs nach Spanien, dazu die Unterstützung von Millionen von Flüchtlingen innerhalb von drei Monaten. Dazu wurden ständig die Urlaubszüge nach und von der Heimat gefahren. Zunächst mußten die Züge sogar ohne Fahrplan gefahren werden. Besondere Schwierigkeiten bot der Lokomotiv- und Waggendienst. Das rollende Material war verschleppt, so daß zunächst deutsche Lokomotiven und Wagen her-

angeführt werden mußten. Außerdem waren die Wasseranlagen, die Drehscheiben, Kräne und Befüllungsanlagen meistens zerstört, die Kohlenvorräte zum großen Teil entwendet.

Dadurch, daß die Eisenbahnen im Kriege in so großer Zahl außerhalb der Reichsgrenzen eingesetzt werden konnten, wurde der Personalstand im Innern des Reiches empfindlich geschwächt, ohne daß die Betriebsleistungen abnahmen. Ein Ersatz für die in die besetzten Gebiete entsandten Eisenbahner war natürlich nur schwer zu bekommen. Trotzdem hat die Deutsche Reichsbahn einen Teil ihrer Gefolgschaft für den Heeresdienst freigegeben.

In diesem Zusammenhang muß ganz besonders der deutschen Frau gedacht werden, die in weitaus mehr Dienstzweigen als im Frieden an die Stelle des Mannes trat und sogar in dem anstrengenden und oft gefährlichen Außendienst den Mann ersetzte, der im Felde steht oder nach den besetzten Gebieten abgeordnet ist.

All dies sind Punkte, die eine besondere Würdigung verdienen im Hinblick darauf, was trotz dieser Schwierigkeiten geleistet worden ist, ohne daß es zu fühlbaren Störungen gekommen ist. Die Leistung des Personals kann nicht genug gewürdigt werden, besonders wenn man die erschwerten Umstände bedenkt, unter denen nun die Eisenbahner ihre Pflicht erfüllen. Sie haben nicht nur gegen die Naturgewalten (Eis und Schnee, scharfe Kälte) ankämpfen, sie müssen sich auch mit dem früheren Dunkelwerden im Winter und mit den Verdunkelungsmaßnahmen abfinden. Eis und Kälte haben es auch mit sich gebracht, daß die sonst viel länger andauernde Entlastung der Bahnen durch eine Umleitung des Verkehrs auf die Wasserstraßen nunmehr ausfiel. Auch andere Transportmittel, wie z. B. der Kraftwagen, mußten dem Allgemeinverkehr entzogen und im Kriege für andere Zwecke zur Verfügung gestellt werden.

Gegenüber den erhöhten Anforderungen an die Bahnen auf einem Streckennetz, das durch die neu hinzugekommenen Gebiete im Westen und Osten um rund 18 000 Kilometer gewachsen ist, steht leider nicht der entsprechende Zuwachs an Betriebsmitteln. Es ist aber gelungen, von den deutschen Verwaltungsgestalten der besetzten westlichen Gebiete eine große Anzahl von Güterwagen leihweise überlassen zu bekommen. Die Wagen, die wir aus den östlichen Gebieten und aus der Ostmark und dem Sudetenland übernommen haben, entsprechen nicht den Anforderungen, die die Reichsbahn an die Güte und Sicherheit ihrer eigenen Betriebsmittel zu stellen gewohnt ist.

Die Ausnutzung der vorhandenen Lokomotivkraft ist um so wirtschaftlicher, je geringer das Eigengewicht des Wagens und je größer die Nutzlast ist, dies heißt, je mehr Personen oder Güter in einem Zuge befördert werden können. Im Wagenbau, vor allem aber im Personnenwagenbau wird deshalb dem Leichtbau besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Auch verlangte der Vierjahresplan der deutschen Wirtschaft eine Einschränkung im Verbrauch

der Rohstoffe. In dem Bestreben, Triebkraft und Baustoffe zu sparen, wurde das Gewicht der Personenvagen weitgehend herabgemindert. So konnte z. B. der D-Zugwagen, dessen Gewicht zunächst durch die Einführung des Schweißens anstatt der Nietung von 48 t auf 40 t ermäßigt worden war, durch Anwendung von besonders weitgehendem Leichtbau mit einem Gewicht von 28 t gebaut werden. Ebenso wurde das Gewicht der Durchgangspersonenvagen von 35 t auf 25 t herabgedrückt. Bemerkenswert ist dabei, daß die Sicherheit der Reisenden bei Unfällen in diesen leichten Wagen keinesfalls geringer geworden ist, sondern im Gegenteil die Festigkeitseigenschaften der Wagen bei der neuen Bauweise durch entsprechende Formgebung und Bemessung der Bauteile sogar erhöht wurden. Das Streben nach Leichtbau führte überdies gleichzeitig zur Verwendung deutscher Werkstoffe, so daß einer weiteren Aufgabe des Vierjahresplans, ausländische Stoffe zu vermeiden, durch den Übergang auf geeignete Heimstoffe in weitgehendem Umfang Rechnung getragen werden konnte.

Personenvagen und Gütervagen haben im Kriege ganz besonders wertvolle Dienste zu leisten. Die Personenvagen sind zu einem großen Teil in Wehrmacht- und Urlaubszügen eingestellt. Zu einem anderen Teil finden sie in Lazarettzügen zur Beförderung Verwundeter von der Front zur Heimat Verwendung. Die überragende Bedeutung der Gütervagen für unsere Kriegsführung, sei es bei Wehrmachtstransporten oder bei der Beförderung kriegswichtiger Güter, ist hinreichend bekannt.

So wird auf all den vielgestaltigen Arbeitsgebieten des Eisenbahnwesens unermüdlich für den stetigen Kriegseinsatz der Bahnen, ohne die die moderne Kriegsführung unvorstellbar wäre, gearbeitet. Um die Bedeutung der Deutschen Reichsbahn als des größten und wichtigsten Trägers des großdeutschen Verkehrs zu ermessen, muß man sich vor Augen halten, daß der riesenhafte Apparat der Reichsbahn schon im Frieden voll ausgelastet ist, um das Gemeinschaftsleben des Volkes, seine Wirtschaft und Kultur zu sichern. Zu diesen Aufgaben, die im Kriege ebenso wie im Frieden unvermindert erfüllt werden müssen, kommen nun die gewaltigen Anforderungen, die der Krieg zusätzlich stellt. Es wird einer späteren Zeit vorbehalten bleiben, das Große, das der deutsche Verkehr und in ihm die Reichsbahn geleistet haben und täglich noch vollbringen, zu würdigen.

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5.612^{ch}

Réseau

(Service Commercial)

Coordination
- Rail-Route
(Semi-remorques)

OBJET DE LA CONSULTATION

Projet de groupement des Trains
mixtes - Note de M. M'lain de
Souste - STAN

Repercussion sur les contrats S.M.C.F.

Références : S. N° 5.029^{ch}

Observations :

D^{er} N° 5.612^{ch}; Aff. :

2 octobre 41

SJ
5612^{Ch}VR.: 4^e Division 2
546.030
9.200

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

2 p.

Par votre lettre du 18 septembre, concernant le projet de constitution d'un groupement entre les divers transporteurs routiers avec lesquels vous avez conclu des accords en vue de l'organisation de services combinés rail-route par semi-remorques, vous m'avez demandé si la réalisation d'un tel groupement ne présenterait pas d'inconvénient en ce qui nous concerne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne me semble pas que la S.N.C.F. soit en mesure de s'opposer à la conclusion des contrats de gérance ou de société envisagés par les intéressés. Mais, à moins qu'elle ne leur donne son adhésion formelle, ces contrats ne sauraient être, à l'égard de la S.N.C.F., que "res. inter alios acta"; tout au plus pourrait-on leur reconnaître la valeur d'un mandat, mais sans, d'ailleurs, que le mandataire gérant, désigné par les adhérents du groupement, puisse se voir valablement octroyer vis-à-vis de la S.N.C.F. plus de droits que l'entreprise gérée n'en possède elle-même aux termes de ses accords avec cette dernière.

Dans ces conditions, il y aurait lieu, à mon avis, de retourner à M. MAIN les pièces qu'il vous a communiquées, en l'informant que vous ne pouvez que prendre acte du projet de groupement porté à votre connaissance, mais qu'il ne vous sera possible d'en tenir compte que dans la mesure où les arrangements entre transporteurs routiers n'iront pas à l'encontre des clauses figurant aux accords particuliers passés entre chacun d'eux et la S.N.C.F.

A ce point de vue, il ne serait pas inutile de

formuler dès à présent les plus expresses réserves à l'égard de certaines dispositions du projet de contrat, qui sont en contradiction avec celles des accords S.N.C.F.: notamment celles de l'article V, §§ A et C, du projet, qui paraissent contredire l'affectation des tracteurs ou des semi-remorques à un service déterminé, imposée par le contrat S.N.C.F. (article 2); - celles de l'article V, § 1 qui, en cas d'insuffisance de fret, oblige l'intéressé à céder ses remorques aux autres adhérents, sans tenir compte du droit de préemption résultant de l'article 6 du contrat S.N.C.F.; - celles de l'article XVII, sur la subrogation du cessionnaire dans les droits du cédant, qui tendent à imposer à la S.N.C.F. un co-contractant qu'elle n'aurait pas librement choisi.

La S.N.C.F. devrait faire connaître qu'elle entend maintenir, à ces divers points de vue et en général, tous les droits qu'elle tient des contrats en cours.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé: J. Aureng

Direction Générale

R. C. Seine 973 88928 et 46487

*Exploitation Commune
des Réseaux d'Orléans
et du Midi*

S. P. - Midi

8, RUE DE LONDRES (IXe) TÉL. TRINITÉ 30-45, 46, 47

Jaurès

193

CONTENTIEUX

Des S. J.
N° 5.612 ch

V.R.:
4ème Division L
546.030

9.200

[Signature]

2 p.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST

P

Pr: *[Signature]*
30.9.41
à copier *[Signature]*
M/W

Le 192.....

Le Chef du Contentieux

MONSIEUR le Directeur du Service Commercial,

Par votre lettre du 18 septembre, concernant le projet de constitution d'un groupement entre les divers transporteurs routiers, avec lesquels vous avez conclu des accords en vue de l'organisation de services combinés rail-route par semi-remorques, vous m'avez demandé si la réalisation d'un tel groupement ne présentant pas d'inconvénients en ce qui vous concerne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne me semble pas que la S.N.C.F. soit en mesure de s'opposer à la conclusion des contrats de gérance ou de société envisagés par les intéressés. Mais, à moins qu'elle ne leur donne son adhésion formelle, ces contrats ne sauraient être, à l'égard de la S.N.C.F., que "ces inter alios acta"; tout au plus pourrait-on leur reconnaître la valeur d'un mandat, mais sans, d'ailleurs, que le mandataire gérant, désigné par les adhérents du groupement, puisse se voir véritablement octroyer vis-à-vis de la S.N.C.F. plus de droits que l'entreprise

gère n'en possède elle-même aux termes
de ses accords avec cette dernière.

Dans ces conditions, il y aurait lieu,
à mon avis, de retourner à M. Mary les pièces
qu'il vous a communiquées, en l'informant
que vous ne pouvez que rendre acte du projet
de groupement porté à votre connaissance,
mais qu'il ne vous sera possible d'en tenir compte
que dans la mesure où les arrangements ~~inter-~~
~~transporteurs~~ entre transporteurs routiers n'iront
pas à l'encontre des clauses figurant aux
accords particuliers passés entre chacun d'eux
et la S.N.C.F.

À ce point de vue, il ne semblerait pas
inutile de formuler de à présent les plus expresse
réserves à l'égard de certaines dispositions du
projet de contrat ~~communiqué~~, qui sont en
contradiction avec celles des accords S.N.C.F. :
notamment celles de l'article V, §§ A et C,
du projet, qui paraissent contredire l'affectation
des tracteurs ou des semi-remorques à un service
déterminé, imposée par le Contrat S.N.C.F.
(art. 2) ; - celles de l'art. V, § I, qui, en cas
d'insuffisance de fret, oblige l'intéressé à ceder
ses remorques aux autres adhérents, sans tenir
compte du droit de préemption résultant de
l'art. 6 du contrat S.N.C.F. ; - celles de l'art. XVII
sur la subrogation du cessionnaire dans les droits
du cédant, qui tendent à reporter à la S.N.C.F.
un cocontractant qu'elle n'aurait pas
librement choisi.

La S.N.C.F. devrait faire connaître
qu'elle entend maintenir, à ces divers points de vue
et d'une façon générale en général, tous les
droits qu'elle tient de contrats en cours.

Le Directeur technique,

Monsieur Chavanne,

Je me réjouis de l'accord avec
vos observations en ce qui concerne

le fait que les contrats de gérance et
de jouissance seront, à l'égard de la S.E.C.F.,
des inter alios acta ". Le mandat

gérant ne pouvant avoir plus de portée
que l'entreprise gérée, on a visé de la

S.E.C.F.

Mais peut-être n'est-il pas suffisant
pour le caractère commercial de retourner les
projets en faisant cette observation.

Il serait utile de faire des réserves
formelles à l'égard des dispositions
qui sont en contradiction avec celles

des contrats passés avec la S^{te} C^{te},
notamment celles de l'art. V. a du mobile
de contrat ~~to~~, qui paraissent contredire
l'affectation à un service ~~de~~ déterminé,
imposée par le Contrat S⁴ (F. (art. 2)); celles
de l'art. V. § C sur la cession du contrat;
celles de l'art. XVII sur la subrogation
du assureur dans les droits du
ce^{ci} d'aut, qui tendent à imposer à
la S⁴ C^{te} un cocontractant qu'elle
n'aurait pas librement choisi.

La S⁴ C^{te} devrait faire connaître
qu'elle entend maintenir, à cet
égard et en général, tous les droits
qu'elle tient de contrats en cours.

LS

24. 9. 41.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R₆

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX^e

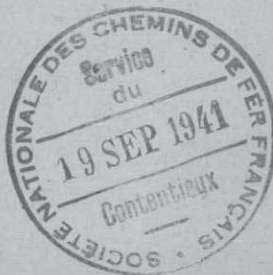
Tél. : TRinité 76.00

R. C. Seine 276.448 B

4^e DIVISION 2

Réf. : 546030

9200



Le 18 SEP 1941

Septembre 1941

Monsieur le Chef du Service du CONTENTIEUX

J'ai eu précédemment l'occasion de vous consulter au sujet des conventions que nous concluons avec des transporteurs routiers en vue de l'organisation de services combinés rail-route au moyen de semi-remorques des systèmes U.F.R. et Coder.

M. MAIN de la Société STAN signataire d'une convention de l'espèce, nous a remis la note ci-jointe qui traite d'un projet de groupement des transporteurs mixtes!

Je vous serais obligé de vouloir bien faire examiner si la constitution d'un tel groupement ne présente pas d'inconvénient en ce qui nous concerne.

Dans l'affirmative, nous refuserions de reconnaître son existence.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

(1) ainsi qu'un projet d'acte constitutif que vous voudrez bien me retourner.

Question de rattachement, au retour, par un autre que le titulaire des remorques.

En ce cas, l'insuffisance de fait, comme obligation de remorques aux adhérents.

1^{re} Division

D^{cr} N^o 5613^{H₂}; Aff.: *Dusac*

Testament.

(Service Central du Personnel.)

Testament de Mad^e Dumas, d'Andouille (Mayenne)
en faveur de l'Orphelinat de la C^{ie} des Chemins de fer
de l'Ouest-Etat, à Paris.

References :

Observations :

26 Septembre 1

S.J.

5.613^{me}

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel
(2^{me} Division)

En réponse à votre lettre n° 4.360 du 18 Septembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'organisme de la S.N.C.F. qui estimerait devoir bénéficier du legs consenti par Madame veuve DUSAC en faveur de "l'Orphelinat de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest-Etat", aura à s'entendre, à cet égard, avec M^e HUNGER, notaire à Andouillé, chargé de la liquidation et qui se tient en rapport avec les héritiers.

1 dossier

Sans doute l'Orphelinat de l'Ouest-Etat n'existe pas, mais il existe des oeuvres analogues et en cas de contestation, il appartiendrait aux juges du fond, interprètes souverains des actes de dernière volonté, de dégager l'intention de la testatrice et, celle-ci s'étant servie de termes inexacts, de rechercher, sans s'arrêter à la lettre du testament, quelle a été sa volonté.

En l'occurrence, je crois que le legs pourrait être utilement revendiqué par l'Orphelinat des Chemins de fer français.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Gaurange

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX° . TÉL. TRINITÉ 73-00

R. C. Seine 276.448 B

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL2^e DIVISION

Réf. : 4360

Paris, le 18 SEPT. 1941

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, le dossier relatif au legs par testament fait par Mme DUSAC, d'Andouillé (Mayenne), veuve d'un ex-agent de l'ancienne Compagnie des Chemins de fer de l'OUEST, à "l'Orphelinat de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest-Etat, à Paris".

Il n'existe aucune oeuvre de ce nom et l'enquête effectuée par la Région de l'OUEST n'a pas permis de définir quel a été exactement le désir de Mme Vve DUSAC.

D'autre part, ni l'Orphelinat des Chemins de fer Français (Fondation Flamand), ni l'Orphelinat National des Chemins de fer Français, qui existaient l'un et l'autre lors du décès de M. DUSAC survenu en 1910 ne trouvent trace de participation à leur oeuvre de cet agent ou de sa veuve.

Je vous prie de bien vouloir examiner cette affaire et me donner votre avis.

LE DIRECTEUR :

Le Chef Admin du
Service Central du Personnel1 dossier.

19 SEP 41

Vn: w

M. le Directeur du Service Central du Personnel.
(2^e division)

En réponse

Comme suite à votre lettre n° 4360

- 1 dossier -

du 18 Septembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître
que les ^{organismes} ~~organismes~~ qui estimeraient devoir bénéficier
du legs consenti par Mad: V^{re} Dusac en faveur de
"l'Orphelinat de la C^{ie} des Chemins de fer de l'Ouest. Etat",
auraient à s'entendre, à cet égard, ^{avec les héritiers} ~~avec les héritiers~~
^{de la de cujus} ~~de la de cujus~~ ^{et de la C^{ie} des Chemins de fer de l'Ouest. Etat}
et en cas de contestation, il appartiendrait
aux juges du fond, interprètes souverains des actes de
dernière volonté, de dégager l'intention de la
testatrice et, si elle-ci s'était servie de termes ^{vagues} ~~vagues~~,
de rechercher, sans s'arrêter au sens littéral, quelle
a été sa volonté.

Mais notre rôle doit se borner, dans
l'espèce, à ^{indiquer au notaire chargé de liquider la} ~~indiquer au notaire chargé de liquider la~~
^{succession de Mad: Dusac} ~~succession de Mad: Dusac~~ ^{d'une part} ~~d'une part~~ ^{si il n'existe pas d'orphelinat} ~~si il n'existe pas d'orphelinat~~
^{de Mad: Dusac} ~~de Mad: Dusac~~ ^{les renseignements de fait} ~~les renseignements de fait~~

En l'occurrence
comme pour le legs précédent, elle obtient avantage
par l'Orphelinat de Mad: Dusac.

V. Reg. 2^e division
D.H. 1426, 113

qui permettant à cet officier ministériel d'apprécier
de quelle note est susceptible le testament
de la C^{ie} des chemins de fer de l'Ouest-Stat, et,
d'autre part, qu'elle soit actuellement, ^{et à notre connaissance,} les œuvres de
bienfaisance ayant spécialement pour objet de secourir
les orphelins d'agents des chemins de fer, ~~des~~
~~renseignements~~ ~~decevant~~ En présence de ces renseignements
aura à apprécier
le notaire ~~appréciant~~ de quelle note est susceptible le
testament de mad^e Dulac.

Le Chef du C.^x

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5.614 C°

Service Central: P. B. D. Carbonnier

Région:

OBJET DE LA CONSULTATION

Opposition et Agence AL

Transmission de l'avis (21 janvier 1946)

Références :

Observations :

D^r N°

5614 C°

;

Aff. :

Opposition

et Agence

AL

Transmission

de l'avis

(21 janvier 1946)

L. J.

Copie de
la lettre
de

Opposition contre Agents AL
V. r. p. 1 H 10 / R. G. (F. u. k.)

Vu

by

Annexes

Paris, le

31

janvier 1942

#

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Karlsruhe

(Bureau auxiliaire de Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverwaltungsdirection

, Section des Chemins de fer,

Paris

Comme suite à votre lettre du 24 décembre
dernier, j'ai l'honneur de vous adresser en annexe, avec
la liste originale qui était jointe à votre lettre, un relevé
et dix-huit situations de détail concernant les
renseignements que vous avez demandés.

Agne, Le Besnerai

15/1-7

H
2
1
Copie pour le S^r DU CONTENTIEUX

PARIS, 21 JAN. 1942
Janvier 42

094331-0

Oppositions contre
Agents A.L.
V.réf. IH 10/Rbs (E.u.L.)

W. 2851

Direction des Chemins de fer d'Empire de CARLSRUHE
(Bureau auxiliaire de Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion,
(Section des Chemins de fer)

PARIS.

Comme suite à votre lettre du 17 Décembre dernier,
j'ai l'honneur de vous adresser, en annexe, avec la
liste originale qui était jointe à votre lettre, un
relevé et dix-huit situations de détail contenant les
renseignements que vous avez demandés.

Signé : LE BESNERAIS

8* 22 JAN 42

Prière à Monsieur le Directeur
Général de vouloir bien signer et
faire parvenir la réponse ci-jointe
à la Direction de Strasbourg.

Paris, le 20 Janvier 1942

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

PARIS, le 15 Janvier 19 42

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALESubdivision
Bureau des Oppositions et Av.

17, Rue de Londres, 17

Tél. : Trinité 73-00

Monsieur le Chef
du Service du Contentieux.

F2

N° CPP.

A rappeler en cas de réponse

Je vous serais obligé de vouloir bien faire parvenir les pièces ci-dessous, à la Direction des Chemins de Fer d'Empire par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrs-direktion, à Paris, conformément à la lettre du 17 décembre 1941, dont ci-joint copie:

- I liste originale d'agents de l'ancienne Sous-Direction de Strasbourg, qui subissaient des retenues pour oppositions antérieurement à l'occupation allemande.
- I liste dûment complétée, établie par la Comptabilité Générale.
- I 8 situations comportant le détail des retenues opérées sur les salaires des intéressés.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale*Paul Jettas*

17 Décembre 1941

Traduction

Chemins de fer
allemands
Direction de Carlsruhe

Service auxiliaire de
Strasbourg

I H IO/Rbs (Als. u Loth)

Aux Services Financiers
Division Centrale de la
Comptabilité Générale
Oppositions
49, rue de Londres
PARIS

s/c. de la W.V.D. PARIS

Y. Lohr
Objet: Revendication envers l'Administration des
Chemins de Fer A.L. et G.L. d'avant l'occupa-
tion Allemande.
Sommes dues à la suite de saisies exercées
sur traitements et salaires d'agents.

Annexe: I relevé

Nous référant au § I du P.V. relatif aux
entratiens sur des questions et revendica-
tions envers la S.N.C.F. du 24 avril 1941,
nous vous remettons un nouveau relevé
partiel des saisies encore en cours et
datant d'avant l'occupation allemande, afin
d'indiquer les parts retenues et versées aux
créanciers.

Prière de vous référer aux lignes de
conduite contenues dans n/lettre I410 Rbs
(Als. et Lorr.) du 21 août 1941.

Signature

Ex. 27 JAN 42

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° *S. 644 Co*

Service Central : _____

Région : _____

OBJET DE LA CONSULTATION

Oppositions et traitement des permissions de travail pour la sou-
straction des matériaux.

Transmission de listes aux autorités de la R. B. D. en
exécution de la Conférence de 24 avril 1942.

(Transmission du 24 décembre 1941)

(V. chambre spéciale pénale du 24 janvier 1942)

References : _____

Observations : _____

D^{re} N° *S. 644 Co* ; Aff. : Transmission des listes d'opposition. *AL*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

PARIS, le Janvier 1942

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE..... Subdivision
Bureau des Oppositions

17, Rue de Londres, 17

Tél. : Trinité 73-00

F2 N° OPP.

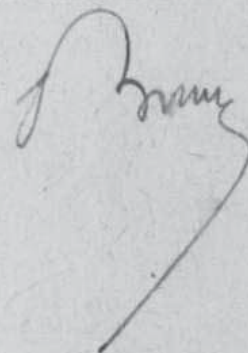
A rappeler en cas de réponse

Monsieur le Chef

du Service du Contentieux.

J'ai l'honneur de vous transmettre
ci-jointe une copie de la lettre par laquelle
la Direction des Chemins de Fer d'Empire réclame
les états de retenues pour oppositions, que je
vous ai fait parvenir le 20 Décembre dernier, en
vous demandant de vouloir bien les adresser à la
Wehrmachtverkehrsdirection à Paris.

/ Le Chef de la Subdivision



Prière à Monsieur le Directeur
Général de vouloir bien signer et
faire parvenir la réponse ci-jointe
à la Direction de Strasbourg.

Paris, le

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

126 22/12
de g
8/10

D.

Copie pour X

SOCIÉTÉ NATIONALE	
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
Dossier	Pièce N°
D 92331/5	

24 DEC 1941
Décembre 41

Aff. Oppositions
contre agents A.L.

VR - 1 H. 10/Rbs

DIRECTION GÉNÉRALE	
SECRETARIAT W	
24 DEC. 1941	
N 2746	

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Carlsruhe
(Auxiliaire I H à Strasbourg)
par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion
(Section des Chemins de fer)

PARIS

annexes

Comme suite à votre lettre du 13 novembre écoulé,
j'ai l'honneur de vous adresser en annexe, avec les
listes originales qui étaient jointes à votre lettre,
deux relevés et trente-quatre situations de détail
contenant les renseignements que vous avez demandés.

Signé : LE BESNERAIS

Übersetzung auf der Rückseite.

8-27 DEC 41

L.R.

-ÜBERSETZUNG-

L.B. 24.12.41.

S.N.C.F.

Paris, den 24. Dezember 1941.

Der Generaldirektor

REICHSBAHNDIREKTION

KARLSRUHE

(Hilfsarbeiter 1 H in Strasbourg)

durch die Wehrmachtverkehrsdirektion

(Abteilung Eisenbahnen)

PARIS.

Betr. : Lohn-und Gehaltspfändungen gegen els.lothr. Bedienstete.

Bez. : V R 1 H. 10/Rbs

Anlagen.

In Erledigung Ihres Schreibens vom 13. November d.J.
beehre ich mich, Ihnen anbei mit den Originalberzechnissen, die
Ihrem Schreiben beigelegt waren, zwei Verzeichnisse und 34 Ein-
zelnachweisungen zu übersenden, welche die von Ihnen gewünschten
Angaben enthalten.

gez : Le Besnerais.

.....

13 DEC 41

A. Y.

Paris, le 24 décembre 1901

D

J. S. G. H. C.

dj. Oppositions

contre agents A. L.

v. réf. I. H. 10 / 343

Direction des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine

(Auxiliaires I. H. a Strasbourg,

par l'intermédiaire de la Wehrmachtsverwaltungs

(Section des Chemins de fer) Paris

Comme suite à votre lettre du 13 novembre écoulé,
j'ai l'honneur de vous adresser en annexe, avec les listes
originales qui étaient jointes à votre lettre, deux relevés
et trente-quatre citations de détail contenant les
renseignements que vous avez demandés.

depuis le 1^{er} janvier

20/12

G.T

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

PARIS, le 20 Décembre 1941

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Subdivision
Bureau des Oppositions

17, Rue de Londres, 17

Tél. : Trinité 73-00

Monsieur le Chef
du Service du Contentieux.

F2 N° OPP.

A rappeler en cas de réponse

Le 23 novembre dernier, nous avons reçu par l'intermédiaire de la Wehrmacht-verkehrsdirektion à Paris, une lettre dont ci-joint copie, adressée de Strasbourg le 13 du même mois, par la Direction des Chemins de Fer d'Empire, avec deux listes comportant respectivement des agents de l'ancienne Sous-Direction de Strasbourg et des retraités qui ont fait l'objet d'oppositions antérieures à l'occupation allemande.

J'ai l'honneur de vous transmettre les pièces ci-dessous, que vous voudrez bien faire parvenir comme les fois précédentes, à la Direction des Chemins de Fer d'Empire:

- 2 listes originales
- 2 listes dûment complétées, établies respectivement par la Comptabilité Générale et par le Service des Retraites.
- 34 situations comportant le détail des retenues subies par les agents en activité.

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

38
PIÈCES
JOINTES

Be.

MV. 31.12.1941.

- Traduction -

Chemins de fer
allemands
Direction de Carlsruhe

Date : 23.12.1941.

Service auxiliaire de
Strasbourg

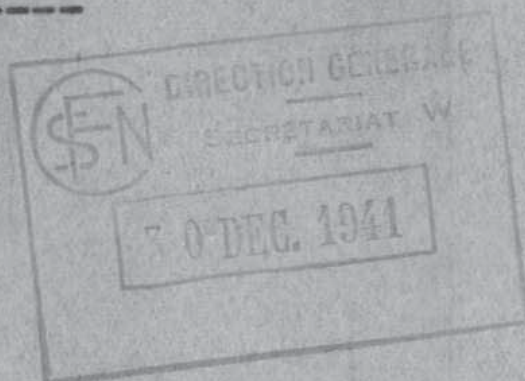
H 10/Rbs (Els.u Loth)

Aux Services Financiers
Division Centrale de la
Comptabilité Générale
Oppositions

17, rue de Londres

P a r i s

s/c. de la W.V.D. Paris



Objet : voir dossier.

Nous vous confirmons notre demande du 13-11-41 concernant les retenues effectuées en vertu de saisies sur les traitements et salaires des agents alsaciens et lorrains, retenues qui ont été versées aux créanciers saisissants. Une prompt réponse nous obligerait.

signé : Dr. Huck.

-Traduction-

M.K. 21.II.41

D.R.B.
R.B.D. Karlsruhe

Strasbourg, le 13.II.41

Hilfsarbeiter 1 H
à Strasbourg (Alsace)

I H IO /Rbs (Els.u.Loeth/)

S.N.C.F. - Services Financiers
Division Central de la Comptabilité Générale
-Oppositions-

17, rue de Londres

à PARIS 9^e

Objet: Créances contre l'administration française des Chemins de fer en Alsace, en Lorraine et au Luxembourg afférentes à la période antérieure à l'occupation allemande, en l'espèce, Créances provenant de saisies-arrêts sur traitements et salaires d'agents ou de pensionnaires.

En nous référant au point 1. du procès-verbal de la conférence du 24.4.41 relative aux questions et créances contre la S.N.C.F., nous vous adressons 2 nouvelles listes partielles relatives à des saisies-en cours afférentes à la période antérieure à l'occupation allemande, en vous demandant de nous indiquer les sommes retenues sur les traitements, salaires ou pensions et celles payées aux créanciers.

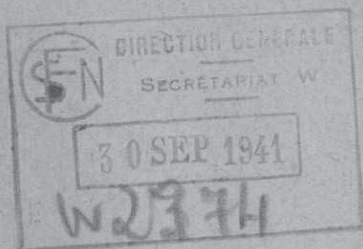
Pour nous permettre de compléter dans la mesure du possible vos indications à l'aide des documents en notre possession, ainsi que pour éviter des doubles paiements, nous vous prions d'énumérer en détail les sommes retenues, en indiquant la date à laquelle elles ont été retenues ainsi que la période de traitement ou salaire afférent. Ces indications sont particulièrement importantes en ce qui concerne les sommes qui encore en 1939 ou au début de 1940 ont été retenues par les gares au moyen de mandats d'encaissement (modèle 1312) du Contentieux de la Sous-Direction de Strasbourg et que le contrôle des recettes a imputées provisoirement au compte "recettes diverses" en vue du virement ultérieur au compte "Contentieux s/c hors budget, retenues sur traitements, oppositions".

Vu: W.V.D. Paris
Division des Chemins
de fer
19.II.41
3 S A L (SNCF)
signature.

signé: Dr. Scherschmidt.

S.

Saisies sur traitements
d'Agents A.L.
V.R. I H. 10 Rbs
(Els. u. Lothr.)



30

Septembre

41

Direction des Chemins de fer du Reich à Karlsruhe
Auxiliaires I H à Strasbourg,
par la Wehrmacht Verkehrsdirektion, Section des Chemins de fer
PARIS.

Par votre lettre du 21 Août écoulé, vous m'avez fait parvenir, conformément au point I du procès-verbal des Conférences du 24 Avril 1941, une nouvelle liste d'agents de l'ancienne Sous-Direction de Strasbourg ayant fait l'objet d'oppositions remontant à une date antérieure à l'occupation allemande, afin de la compléter par l'indication des sommes retenues et versées.

J'ai l'honneur de vous retourner cette liste, en y joignant celle que nous avons établie et qui comprend les indications demandées ainsi que 19 relevés de comptes faisant ressortir le détail des retenues subies par les agents débiteurs.

S. Vagoyne

E.S.

Übersetzung

M.K. 29.9.41

S.N.C.F.

den 30. September 1941.

Der Generalsekretär

Lohnpfändung Bediensteter
des ehemaligen AL-Netzes.

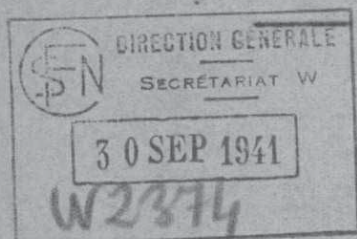
R.B.D. Karlsruhe

Ihr Aktenzeichen 1 H 10 Rbs
(Els. u. Lothr.)

Hilfsarbeiter 1 H

in STRASBOURG

durch Vermittlung der W.V.D.
Abt. Eisenbahnen - PARIS



Mit Ihrem Schreiben vom verflossenen 21. August habe Sie mir in Ausführung des Punktes I der Niederschrift über die Besprechungen vom 24. April 1941 ein neues Verzeichnis der Bediensteten der ehemaligen Unterdirektion von Strassbourg übermittelt, gegen die Pfändungen ergangen sind, welche in die Zeit von der deutschen Besetzung fallen; Sie baten uns, das gesamte Verzeichnis durch Angabe der einbehaltenen und ausbezahlten Beträge zu vervollständigen.

Ich beehre mich, Ihnen dieses Verzeichnis zurückzusenden unter Beifügung des von uns aufgestellten und die verlangten Auskünfte enthaltenden Verzeichnisses, sowie der 19 Rechnungsaufstellungen, die die verschiedenen Posten der den Schuldnern einbehaltenen Beträge enthalten.

gez. Vagogne.

L. J.

S. 614. c.
30. ~~P. 111~~ E

Prise de copies

Saisies sur traitements

d'Agents A. L.

V. R. I. H. 10 Rbs

(Els. u. Lohrs.)

23. 9. 10.

Très à Monsieur le Secrétaire général

de vouloir bien signer et faire passer

la réponse ci-jointe à la direction des

Chemins de fer du Reich à Karlsruhe.

Direction des Chemins de fer du Reich à Karlsruhe

, Auxiliaires I. H. à Strasbourg,

— par la Wehrmacht Verkehrsdirection (Section des Chemins de fer) —

Paris

Par votre lettre du 21 Août écoulé vous

m'avez fait parvenir, conformément au point I du

procès-verbal des Conférences du 24 Avril 1904, une

Paris, le 24 septembre 1904

nouvelle liste d'agents de l'ancienne Pres-Direction de
Strasbourg ayant fait l'objet d'opérations remontant à
une date antérieure à l'occupation allemande, afin de
la compléter par l'indication des sommes retenues et
versées.

J'ai l'honneur de vous retourner cette liste, en y
joignant celle que nous avons établie et qui comprend
les indications demandées ainsi que 19 relevés de comptes
faisant ressortir le détail des retenues subies par les
agents de l'ancien.

Hauwery

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

PARIS, le 18 SEPTEMBRE 1941

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

3^{ème} Subdivision
Bureau des OPPOSITIONS

17, Rue de Londres, 17

Tél. : Trinité 73-00

Monsieur le Chef
du Service du Contentieux

F2 N° OPP.

A rappeler en cas de réponse

A-L/

Le 6 courant nous avons reçu par l'intermédiaire de la Wehrmacht Verkehrs Direktion à PARIS, une lettre, dont ci-joint copie, adressée de STRASBOURG, le 21 Août dernier, par la Direction des Chemins de Fer d'Empire avec une nouvelle liste d'agents de l'ancienne Sous-Direction de Strasbourg, qui ont fait l'objet d'oppositions remontant à une date antérieure à l'occupation allemande.

J'ai l'honneur de vous transmettre cette troisième liste ainsi que celle établie par nos soins, dûment complétée, que vous voudrez bien faire parvenir, comme les précédentes, à la Direction des Chemins de Fer d'Empire.

Conformément aux indications contenues dans la lettre précitée, il y a lieu d'adresser également à cet Organisme les 19 situations, ci-annexées, comportant le détail des retenues subies par les agents débiteurs.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Frankfort



Sch

T r a d u c t i o n

J.F. 6-9-1941.

D. R. B.
R.B.D. Karlsruhe

Hilfsarbeiter I H
à Strasbourg

I H IO/Rbs (Els. u; Lothr.)

Strasbourg, le 21 Août 1941

S.N.C.F. -Services Financiers-
Division Centrale de la Comptabilité Générale
-Oppositions-

Copie

17, rue de Londres PARIS 9^e

- par l'intermédiaire de la W.V.D. Paris, Division E -

Objet: Créances contre l'Administration française des
Chemins de fer en Alsace, en Lorraine et au Luxem-
bourg et remontant à la période antérieure à
l'occupation allemande.
en l'espèce, créances provenant de saisies de salai-
res et traitements d'agents de chemin de fer.

En nous référant au point I du Procès-Verbal relatif aux
conférences du 24.4.1941 sur des questions et des réclamations
intéressant la S.N.C.F., nous vous adressons un nouveau relevé
partiel des saisies encore pendantes datant de la période anté-
rieure à l'occupation allemande, en vous priant de nous indiquer
le montant des retenues effectuées sur les salaires ou traitements
et versées aux créanciers.

Afin de nous permettre de compléter autant que possible
vos indications à l'aide des dossiers en notre possession et pour
éviter des doubles-paiements, nous vous prions de faire figurer
en détail les sommes retenues en indiquant pour chacune d'elles
la date à laquelle la retenue a été effectuée ou la période de
solde à laquelle elle s'applique. Ces indications sont d'une
importance particulière en ce qui concerne les sommes qui ont été
retenues par les gares encore en 1939 ou au début de 1940 en vertu
de mandats d'encaissement (modèle I3I2), établis par le Service
du Contentieux de la Sous-Direction de Strasbourg et qui ont été
provisoirement portées aux "Recettes diverses" par le contrôle des
Recettes, en vue de leur virement ultérieur au compte :

" Contentieux s/c hors budget, retenues s/traitements, oppositions

Vu
W.V.D.Paris
Division E
3 S A I (S.N.C.F.)
4.9.1941
Signé: Schröter

Signature

S. Schöter

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° *S. 65 1°*

Service Central: *W. V. J. Paris*

Région: *—*

OBJET DE LA CONSULTATION

*renseignement et paiement de 2 mandats de compte
à la VNF de Haguenau (B.R.)*

Références :

Observations :

D^e N°

S. 65 1° ; Aff. : VNF. route. ann. 1914.

L.F.

Paris, le

novembre 1905

F

30 J. G. T. P. C. 0

aff. par Kipp.

V. Ref. 5512 7886 Un (E)

Monsieur le Chef de Service de Travaux
en Matière d'Assurances Sociales à Strasbourg

(n.c.p. de la Wehrmacht Versicherungsdirection -

Section des Officiers de Fer - Paris)

Je réponde à votre lettre du 24 août dernier concernant
l'exécution d'un ordre de paiement de 800 francs établi au
nom de M. et Mme Kipp, à la suite de l'accident dont son
Mari a été victime, j'ai l'honneur de vous faire
connaître que cette somme n'a pas été payée par
nos soins.

10/11

11/11

11/11

novembre

41

Af. Veuve Kipp

VR.: 5 S 12 K 886 Uu (E)

Monsieur le Chef du Service de transition
en matière d'assurances sociales

(n.c/ de la Wehrmacht Verkehrsdirektion
Section des Chemins de fer - PARIS)

En réponse à votre lettre du 29 août dernier concernant l'exécution d'un ordre de paiement de 800 francs établi au nom de M^{me} veuve KIPP à la suite de l'accident dont son mari a été victime, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette somme n'a pas été payée par nos soins.

L.R.

L.B. 12.9.41.

-TRADUCTION-

D.R.B.

Le Chef du Service
de transition en matière
d'assurance sociale

Strasbourg, le 29 août 1941.

5 S 12 K 886 Uu (E)

Service du Contentieux
de la S.N.C.F.

45, rue St. Lazare
P a r i s.

Réf. : Votre lettre du 1.8.41.

Objet : Constatation du paiement d'une avance de 800 frs mandatée
le 8.8.40 par l'Administration des chemins de fer français
à la suite de l'accident mortel dont a été victime le
journalier Auguste Kipp et remboursement à sa veuve des
frais d'enterrement.

Par l'ordre de paiement ci-joint, vous avez mandaté une
avance de 800 Frs aux survivants du journalier Auguste Kipp du
district 912 d'Erstein, victime d'un accident ~~d~~ travail mortel
survenu le 23.5.1940.

Suivant lettres ci-jointes de Mme Veuve Kipp du 1.8.41
et de la gare de Matzenheim du 2.8.41, cette somme n'a pas été
payée à l'époque.

Avant de verser le montant à la veuve, je vous prie de
vouloir bien me confirmer que le mandat n'a pas été exécuté et
qu'il est par conséquent à considérer comme périmé.

P.O.
Signature.

Annexes : Lettre de la veuve Kipp du 1.8.41.
Lettre de la gare de Matzenheim du 2.8.41.
Ordre de paiement du 8.8.40.

Ca. 18 NOV 41

L.R.

-TRADUCTION-

L.B. 12.9.41.

C O P I E.

Matzenheim, le 1.8.41.

A la D. R. B.

Je soussignée Veuve Auguste Kipp ai été interrogée un de ces jours par la gare de Matzenheim sur la question de savoir quand et par qui une somme de 800 frs m'axété payée. Elle représenterait un certain montant relatif à l'assurance d'accident. Or, je suis à même de déclarer qu'une telle somme ne m'a jamais été versée. Dans ces conditions, je serais reconnaissante à l'Administration des chemins de fer de suivre cette affaire pour que j'entre en possession de cet argent.

D'autre part, l'on m'a promis lors de l'accident de mon mari de me rembourser les frais d'enterrement, à la suite de quoi j'ai envoyé les factures y relatives. C'était le 18 Juin 1940. Mais jusqu'à ce jour, je n'ai reçu ni règlement ni réponse.

Je voudrais sur ce point également prier l'Administration des chemins de fer d'examiner l'affaire et de la mener à bonne fin ce dont je vous remercie beaucoup d'avance.

signé Mme Anna Kipp.

L.E.

L.B. 12.9.41.

-TRADUCTION-

C O P I E.

Matzenheim, le 2.8.1941.

Au Chef du Service de transition
en matière d'assurance sociale
à Strasbourg

Objet : Lettre 5 S 17 N° 74 K 886 U (E) du 25.7.1941.

Ci-joint la déclaration de Mme Veuve Kipp. La somme n'a
pas été payée par nous.

Le Chef

Signature.

Deutsche Reichsbahn

Der Leiter

der

Überleitungsstelle für Sozialversicherung

Straßburg (Elsaß), Kronenburger Ring 3

Überleitungsstelle für Sozialversicherung, Straßburg (Elsaß), Kronenburger Ring 3	Fernruf 295 02, Nebenanrufstelle (zugleich Dienst- fernsprecher) 564 (Leiter), 209 (Vertreter)
An die Rechtsabteilung der frz. Eisenbahnen in PARIS (9°) rue St. Lazare, 45	

Ihre Zeichen

Ihre Nachricht vom

Meine Zeichen

Dag

1.8.1941

5 S 12 K 886 Uu(E)

29. August 1941

Betrifft: Feststellung bezgl der Auszahlung eines anlässlich des tödl. Unfalls des Hilfsarbeiters August Kipp am 8.8.1940 durch die frz. Eisenbahnverwaltung angewiesenen Vorschusses v.800. - Frk. sowie Erstattung der Begräbniskosten an die Witwe.

Den Hinterbliebenen des anlässlich eines Betriebsunfalls vom 23.5.1940 tödlich verunglückten Hilfsarbeiters August KIPP von der Bm.912 in Erstein wurde mit anl.Ausgabenanweisung v.8.8.1940 durch Sie ein Vorschuss von 800. - Frk. angewiesen.

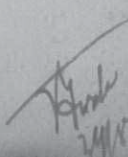
Laut anl.Schreiben der Witwe KIPP v.1.8.1941 und des Bahnhofs Matzenheim v.2.8.1941 ist dieser Betrag s.Zt nicht ausgezahlt worden.

Vor Regelung des Betrages an die Witwe durch uns bitte ich um gefl.Mitteilung, dass diese Anweisung s.Zt.nicht durchgeführt worden und demnach als hinfällig anzusehen ist.

Anlagen:

Schreiben der Witwe
KIPP vom 1.8.1941
Schreiben des Bfs
Matzenheim v.2.8.41
Ausgabenanweisung v.
8.8.1940

I.V.



ABSCHRIFT

Matzenheim, den 2.8.1941

An den Leiter der Ueberleitungsstelle
für Sozialversicherung
in STRASSBURG

Betref: Schreiben 5 S 17 N° 74 K 886 U (E) vom 25.7.1941

Beiliegende Erklärung der Frau Witwe KIPP. Der Betrag wurde von uns nicht
ausbezahlt.

Der Vorsteher:

gez. Unterschrift

Handwritten signature
1941

ABSCHRIFT

Matzenheim, den 1.8.1941

An die Deutsche Reichsbahn

Ich Unterzeichnete Witwe August KIPP wurde dieser Tage angefragt durch Station Matzenheim, wann und durch wen, mir eine Summe von 800. - Franken ausbezahlt worden ist. Dies soll ein gewisser Betrag von der Unfallversicherung darstellen. Nun bin ich aber in der Lage zu berichten, dass mir eine derartige Summe noch nie ausbezahlt worden ist. ~~Wäre also der Lage zu berichten, dass mir eine derartige Summe noch nie ausbezahlt worden ist.~~ Wäre also der Eisenbahnverwaltung dankbar dafür, wenn sie diese Angelegenheit weiter verfolgen, und ich somit in den Besitz dieses Geldes gelangen würde.

Auch wurde mir seinerzeit beim Unfall meines Ehemannes die Rückerstattung der Begräbnissunkosten versprochen, worauf ich die betreffenden Rechnungen eingeschickt habe. Dies war am 18. Juni 1940. Auch hierin bin ich heute noch ohne jegliche Regelung oder Antwort.

Also möchte ich auch in diesem Fall die Eisenbahnverwaltung bitten, die Sache zu prüfen, und zu einem mir günstigem Ende zu führen, wofür ich ihr an dieser Stelle im voraus bestens danke.

gez. Frau Anna KIPP

Yank
19/5

S.S.
1942

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

PARIS, le 3 NOV. 1941

19

F. 25392 C.D.



Monsieur le Chef du
Service du Contentieux,

J'ai l'honneur de vous retourner, ci-joint, le dossier annexé à votre lettre "Bureau S.J.-Aff.Vve KIPP-N°5615 Co" du 24 septembre 1941.



La somme de 800 frs qui a fait l'objet d'un ordre de paiement au profit de Madame Veuve KIPP n'a pas été payée par nos soins.

Nous pouvons en informer le Chef du Service de Transition en matière d'assurances sociales à Strasbourg.

Il me paraît, par contre, préférable de ne pas préciser que le mandat peut être considéré comme périmé, de façon à réserver la question de principe du règlement par les soins des Autorités allemandes de nos dettes arriérées en Alsace-Lorraine, tant que nous n'aurons pas reçu les instructions que nous avons demandées à ce sujet par lettre du 27 août 1941 au Secrétariat d'Etat aux Communications.

Le Directeur
des Services Financiers,

10/11
in Colomby
11-11-41
[Signature]

F

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

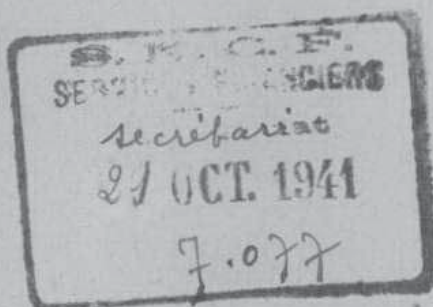
LE 11 octobre 1941

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau SJ

Aff. Kipp

N° 5615 Co



NOTE

pour la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

J'ai l'honneur de vous confirmer
ma lettre du 24 septembre dernier dont
copie ci-jointe et vous serai obligé de
bien vouloir me faire parvenir le rensei-
gnement demandé.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

D.

cf. dossier
SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

LE 24 Septembre 1941

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau S.J.
Aff. Vve Kipp
N° 5615Co

S.N.C.F.
SERVICES FINANCIERS
Secrétariat

25 -9- 1941

4 annexes

NOTE

pour la Division Centrale de la
Comptabilité Générale

En vous communiquant la traduction ci-jointe d'une lettre en date du 29 août écoulé que m'a adressée le Service allemand des chemins de fer à Strasbourg, je vous serais obligé de me faire connaître si l'ordre de paiement, dont copie est également annexée, a été exécuté et, dans la négative, s'il doit être considéré comme annulé.

Une promptre réponse m'obligerait.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

[Signature]

à que titre ? Accidents AL ?
oui

L.R.

L.B. 12.9.41.

-TRADUCTION-

D.R.B.

Le Chef du Service
de transition en matière
d'assurance sociale

Strasbourg, le 29 août 1941.

5 S 12 K 886 Uu (E)

Service du Contentieux
de la S.N.C.F.

45, rue St. Lazare
P a r i s.

Réf. : Votre lettre du 1.8.41.

Objet : Constatation du paiement d'une avance de 800 frs mandatée
le 8.8.40 par l'Administration des chemins de fer français
à la suite de l'accident mortel dont a été victime le
journalier Auguste Kipp et remboursement à sa veuve des
frais d'enterrement.

Par l'ordre de paiement ci-joint, vous avez mandaté une
avance de 800 Frs aux survivants du journalier Auguste Kipp du
district 912 d'Erstein, victime d'un accident ~~d~~ travail mortel
survenu le 23.5.1940.

Suivant lettres ci-jointes de Mme Veuve Kipp du 1.8.41
et de la gare de Matzenheim du 2.8.41, cette somme n'a pas été
payée à l'époque.

Avant de verser le montant à la veuve, je vous prie de
vouloir bien me confirmer que le mandat n'a pas été exécuté et
qu'il est par conséquent à considérer comme périmé.

P.O.
Signature.

Annexes : Lettre de la veuve Kipp du 1.8.41.
Lettre de la gare de Matzenheim du 2.8.41.
Ordre de paiement du 8.8.40.

MSol

C O P I E.

Matzenheim, le 1.8.41.

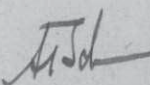
A la D. R. B.

Je soussignée Veuve Auguste Kipp ai été interrogée un de ces jours par la gare de Matzenheim sur la question de savoir quand et par qui une somme de 800 frs m'a été payée. Elle représenterait un certain montant relatif à l'assurance d'accident. Or, je suis à même de déclarer qu'une telle somme ne m'a jamais été versée. Dans ces conditions, je serais reconnaissante à l'Administration des chemins de fer de suivre cette affaire pour que j'entre en possession de cet argent.

D'autre part, l'on m'a promis lors de l'accident de mon mari de me rembourser les frais d'enterrement, à la suite de quoi j'ai envoyé les factures y relatives. C'était le 18 Juin 1940. Mais jusqu'à ce jour, je n'ai reçu ni règlement ni réponse.

Je voudrais sur ce point également prier l'Administration des chemins de fer d'examiner l'affaire et de la mener à bonne fin ce dont je vous remercie beaucoup d'avance.

signé Mme Anna Kipp.



L.R.

L.B. 12.9.41.

-TRADUCTION-

C O P I E.

Matzenheim, le 2.8.1941.

Au Chef du Service de transition
en matière d'assurance sociale
à Strasbourg

Objet : Lettre 5 S 17 N° 74 K 886 U (E) du 25.7.1941.

Ci-joint la déclaration de Mme Veuve Kipp. La somme n'a
pas été payée par nous.

Le Chef

Signature.

EXPLOITATION

44 NOV 1941

~~process exploitation~~
at
Constitution
St. Lawrence

44 NOV 41

Deutsche
Reichsbahn

Der Leiter der Überleitungsstelle für Sozialversicherung

Strassburg (Elsass)
Kronenburger Ring 3

Ihre Zeichen

Ihre Nachricht vom

Meine Zeichen

5 S 12 - H - 886 Un(E)

Zag

30.10.1941

Betrifft: Feststellung bezgl. der Auszahlung eines anlässlich des tödlichen Unfalls des Hilfsarbeiters August Kipp am 8.8.1940 durch die franz. Eisenbahnverwaltung angewiesenen Vorschusses von 800.- Frk.

Ich bitte um gefl. Erledigung des Schreibens Nr 5 S 12 - K - 886 Un(E)

vom 29.8.1941.

I.V.

J. J. J.

Überleitungsstelle für Sozialversicherung, Strassburg (Elsass), Kronenburger Ring 3

Eingangs- und Bearbeitungsmerkmale

G.R.

An die Rechtsabteilung
der franz. Eisenbahnen

in P a r i s (9e)
rue St. Lazare 45

EINGEGANGEN:

8 NOV. 1941

E.B.D. PARIS-WEST

Sg.

Paris, le 16 octobre 1944

40 P. 615 C°

me Hoff.

Vote

pour la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

J'ai l'honneur de
vous confirmer ma lettre
du 24 sept^{bre} dernier dont copie
ci-jointe et vous serai obligé
de bien vouloir me faire parvenir
le renseignements demandés.

Jr. Vellier ou Louis Vellier.

16/10!

D.

24 Septembre 41

S.J.
vve Kipp
5615^{Co}

4 annexes

NOTE

pour la Division Centrale de la
Comptabilité Générale

En vous communiquant la traduction ci-jointe d'une lettre en date du 29 août écoulé que m'a adressée le Service allemand des chemins de fer à Strasbourg, je vous serais obligé de me faire connaître si l'ordre de paiement, dont copie est également annexée, a été exécuté et, dans la négative, s'il doit être considéré comme annulé.

Une prompte réponse m'obligerait.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

S. J.
3° S. 615 C°

Paris, le 14 septembre 1941

aff. M. Kiff.

Yt. pour la Division centrale
de la Comptabilité générale

En vous communiquant la traduction
ci-jointe de d'une lettre en date du 29 avril
écrite, que m'a adressée le service allemand
des chemins de fer à Strasbourg, je vous
serais obligé de me faire connaître si l'ordre
de paiement, dont copie est également
annexée, ~~est~~ a été exécuté et, dans la
négative, si il doit être considéré comme
annulé.

Une prompter réponse m'obligerait.

Je vous en remercie.

Yt

Région :

Assurance par la S. & F. et la Ligue internationale des
immuables de la Région-Capital des Retraites

Observations :

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le 22 septembre 1941

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de la prise en charge, par la S.N.C.F.,
de la couverture des risques d'incendie des
immeubles de la Caisse des Retraites.

Le Comité de Direction, dans sa séance du 29 novembre 1938, avait décidé de proposer au Comité de Gérance de la Caisse des Retraites de substituer une garantie directe de la S.N.C.F. à la couverture par des tiers assureurs du risque d'incendie dans les immeubles de cette Caisse. Par ses délibérations du 27 octobre 1939 et du 4 septembre 1941, le Comité de Gérance a approuvé le principe et les modalités de cette substitution.

Le risque en question est actuellement garanti de la façon suivante:

1^{re} - les immeubles provenant de l'Ancienne Caisse des Retraites Etat, situés à Paris et à Colombes, sont assurés "au premier feu" par la Société d'Assurances Mutuelles contre l'incendie de Seine et de Seine-et-Oise et la Société d'Assurances Mutuelles de la Ville de Paris, chacune de ces Sociétés garantissant la moitié du risque;

2^e - les immeubles provenant de l'Ancienne Caisse des Retraites P.L.M., situés sur l'ensemble de la Région du Sud-Est, sont assurés par diverses Sociétés (Abeille, A.M. Monde, Nationale, M.A.C.I., Union-Phénix, Prévoyance, Soleil, etc.) certains également "au premier feu".

Les capitaux assurés et les primes payées ressortent du tableau suivant:

	Risques assurés	Capitaux ayant servi de base à l'établissement des contrats (1er feu)	Prime brute	Prime nette
Immeubles de l'ancienne Caisse des Retraites Etat.....	31.500.000	12.000.000	7.939,85	4.600,10
Immeubles de l'ancienne Caisse des Retraites P.L.M.	432.800.450	175.397.650	128.240,00	87.059,70
Total...	464.300.450	187.397.650	136.179,85	91.659,80

La couverture du risque-incendie coûte annuellement à la Caisse des Retraites plus de 136.000 francs, sur lesquels près de 45.000 francs représentant des impôts et 91.600 francs environ, la prime nette revenant aux assureurs.

Cette prime garantit :

- 1° - les immeubles, le matériel et les objets mobiliers,
- 2° - le recours des voisins,
- 3° - le recours des locataires,
- 4° - la perte des loyers,
- 5° - les dégâts causés par l'explosion de gaz, liquides ou matières inflammables et les dommages divers énumérés dans chaque police.

La valeur actuelle des immeubles assurés devant être considérée comme plus élevée que celle indiquée dans les contrats en cours, qui devient déjà de quelques années, la prime forfaitaire à déterminer devrait être légèrement supérieure à la prime nette, mais sensiblement inférieure à la prime brute versée aux Compagnies d'assurances.

Il est donc proposé de fixer à 100.000 francs cette

prime forfaitaire qui, pour des fins d'ordre comptable et statistique, serait répartie ainsi :

Ancienne Caisse Etat.....	5.200 ^f
Ancienne Caisse P.L.M.	94.800

Cette prime serait modifiée en cas de variation importante de la valeur des risques assurés.

Moyennant cette prime, la S.N.C.F. prendrait à sa charge les conséquences des incendies survenus dans le domaine immobilier de la Caisse des Retraites, tel qu'il se comporte actuellement.

En cas de sinistre donnant lieu à une remise en état partielle, la S.N.C.F. supporterait les frais des travaux nécessaires et en imputerait le montant à son compte d'exploitation, les organes qualifiés pour ordonner ces travaux étant ceux définis par l'O.G. N° 17 pour le règlement des incendies d'immeubles appartenant à des tiers.

En cas de sinistre ayant entraîné la destruction totale d'un immeuble, il appartiendrait au Comité de Gérance, puis au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. de décider s'il y a lieu de rétablir l'immeuble dans son état primitif ou de verser une indemnité correspondant à la valeur réelle de l'immeuble lors de la survenance du risque, diminuée des valeurs restant réalisables (notamment le prix du terrain). Toutes les dépenses et charges résultant de la mesure prise seraient supportées par le compte d'exploitation de la S.N.C.F.

Il est proposé de dénoncer, à mesure qu'elles viendront à expiration, les polices en cours. Les plus importantes des polices actuelles cesseront d'avoir effet entre le 3 novembre et le 31 décembre 1941. Quelques polices de peu d'importance subsisteront jusqu'aux 1^{er} juin, 5 et 13 juillet, 1^{er} et 8 août 1942. Une seule gardera son effet jusqu'au 22 novembre 1944 (73^{es} 25 de prime).

Dans un but de simplification, la prime forfaitaire de 100.000 francs pourrait être versée, pour la première fois, pour l'exercice 1942, étant entendu que les risques seraient couverts par la S.N.C.F. dès l'expiration de chaque police.

Il est proposé au Conseil d'Administration de vouloir bien approuver ces dispositions.

Syctf

le 22 septembre 1940

F

Note

pour Honnables les Membres du Conseil d'Administration
au sujet de la prise en charge par la Syctf de la couverture des risques
d'incendie des immeubles appartenant ^{de} la Caisse des Retraites.

Le Comité de Direction ~~de la Syctf~~, dans sa séance du 24 novembre
1938, avait décidé de proposer au Comité de gérance de la Caisse des
Retraites de substituer une garantie directe de la Syctf ~~au~~ à la
couverture par des tiers ~~du~~ ^{des} immeubles du risque d'incendie
dans les immeubles de cette Caisse. ^{Par} ses délibérations
du 27 octobre 1939 et du 4 septembre 1940, le Comité de gérance
a approuvé le principe et les modalités de cette substitution.

Le risque ~~en~~ en question est actuellement
garanti de la façon suivante :

1) Les immeubles provenant de l'ancienne Caisse des
Retraites Etat, situés à Paris et à Colonne, sont assurés " au premier feu "
par la Société d'Assurances mutuelles contre l'incendie de Seine et
de Seine & Oise et la Société d'Assurances mutuelles de la Ville de Paris,
chaque de ces Sociétés garantissant la moitié du risque;

2) les immeubles provenant de l'ancienne Caisse des
Retraites P. L. M., situés sur l'ensemble de la Région du Sud-Est,
sont assurés par diverses Sociétés (Albille - A. M. Monde - Nationale -
M. A. C. L. - Union-Phénix - Prévoyance - Soleil, etc.) ~~Certain~~, certains
également " au premier feu ".

Les Capitales assurées et les primes payées remontent au
tableau suivant :

┌

└

La couverture du risque-incendie coûte ^{annuellement} ~~annuellement~~ à la Caisse des Retraites plus de 186.000 fr ~~par an~~, sur lesquels près de 45.000 fr représentent ~~les~~ des impôts de 91.000 fr environ, la prime nette revenant aux assurés.

Cette prime garantit:

- 1/ les immeubles, le matériel et les objets mobiliers,
- 2/ le recours des voisins,
- 3/ le recours des locataires,
- 4/ la perte des loyers,
- 5/ les dégâts causés par l'explosion de gaz, liquides ou matières inflammables et les dommages divers énumérés dans chaque police.

La valeur actuelle des immeubles assurés devant être considérée comme ^{plus élevée que} ~~supérieure~~ celle indiquée dans les contrats en cours, qui datent déjà de quelques années, la prime forfaitaire à ^{déterminer} ~~payer par la Caisse des Retraites~~ devrait être légèrement supérieure à la prime nette, mais sensiblement inférieure à la prime brute ^{primitivement} ~~actuellement~~ versée aux ~~compagnies~~ ^{assureurs}.

Il est donc proposé de fixer ~~cette prime forfaitaire~~ à 100 000 fr. cette prime forfaitaire, qui, pour des fins de comptable et statistique, serait répartie ainsi:

Ancienne Caisse Etat	1.200'
Ancienne Caisse P&M	94.800'

Cette prime serait modifiée en cas de variation importante de la valeur ^{des} ~~des~~ risques assurés.

Moyennant cette prime, la S&CF prendrait à sa charge les ^{conséquences} ~~risques~~ directs et indirects ^{des} ~~d'~~ incendies ^{survenant} dans le domaine immobilier de la Caisse des Retraites, tel qu'il se comporte actuellement.

supportés par le Comité d'exploration de la S.C.F.

Il est proposé de dissocier, à mesure qu'elle viendra à expiration, les polices en cours. Les plus importants des polices actuelles cesseront d'avoir effet après le 31 décembre 1941. Quelques polices de peu d'importance subsisteront jusqu'au 31 juin, 30 et 31 juillet, ou le 8 août 1942. Une seule gardera son effet jusqu'au 22 novembre 1944 (31'25 de prime).

Dans un but de simplification, la prime forfaitaire de 100 000 frs pourrait être versée, pour la première fois, pour l'exercice 1942, étant entendu que les risques seraient couverts par la S.C.F. dès l'expiration de chaque police.

Il est proposé au Comité d'Administration de vouloir bien approuver ces dispositions.

II

En cas de ministre ayant entraîné la destruction totale d'un immeuble, ~~il affecterait au Comité de g~~ donnant lieu à une remise en état partielle, la S.C.F. supporterait le frais des travaux nécessaires et en ~~portant~~ imputerait le montant à son compte les organes qualifiés pour ordonner ces travaux d'exploitation, ~~selon les règles de compétence de son département~~ ~~étant~~ ~~documentant~~ ~~cette~~ ^{étant} ceux définies par l'O.G. 493 pour le règlement des incendies d'immeubles appartenant à des tiers.

En cas de ministre ayant entraîné la destruction totale d'un immeuble, il appartiendrait au Comité de gestion, puis au Comité d'Administration de la S.C.F. de décider s'il y a lieu de restituer l'immeuble dans son état primitif ou de verser une indemnité correspondant à la valeur réelle de l'immeuble ^{survenant} lors de la destruction du sieur, diminuer les valeurs restant réalisables (notamment le prix du terrain). Toutes les dépenses et charges résultant de la mesure prise seraient